



Yannick von Büren

Relever le « défi du siècle »

Etat des lieux des controverses idéologiques et axiologiques
dans la lutte contre le changement climatique

Chapitre 10

Thèse de doctorat

Sous la direction de :

Fabrice Clément,

Professeur ordinaire, Co-directeur du Centre de Sciences Cognitives
Université de Neuchâtel

Le jury de thèse est composé de :

Augustin Fragnière, Responsable de recherche, Centre de compétences en durabilité
Université de Lausanne

Karin Ingold, Professeure ordinaire, Institut für Politikwissenschaft
Université de Berne

Laurence Kaufmann, Professeure ordinaire, Institut des sciences sociales
Université de Lausanne

IMPRIMATUR

La Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Neuchâtel, sur les rapports de M. Fabrice Clément, directeur de thèse, professeur, Université de Neuchâtel ; Mme Laurence Kaufmann, professeure, Université de Lausanne ; Mme Katrin Ingold, professeure, Université de Berne ; M. Augustin Fragnière, chargé de cours, Université de Lausanne autorise l'impression de la thèse présentée par M. Yannick von Büren en laissant à l'auteur la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, le 29 octobre 2024



Le doyen

Loris Petris

Remerciements

Voici l'une des phrases qu'en tant que doctorant, j'ai entendu le plus souvent : « Une thèse est avant tout un travail individuel ». C'est certainement vrai ; et pourtant, nombreuses sont les personnes sans qui ce travail, soit n'aurait tout simplement pas existé, soit serait d'une honteuse fadeur. C'est la raison pour laquelle je tiens à remercier toutes celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont laissé une empreinte dans ce texte, qui est aussi un peu le leur. Il va de soi que, si j'essayais de dresser un inventaire de ces personnes, je me fourvoierais, oubliant des compagnes et des compagnons essentiel·les. C'est pourquoi l'évocation de quelques personnes ci-dessous manque forcément d'impartialité, et je tiens à m'excuser par avance auprès de toutes les autres.

Je ne peux pas faire l'impasse d'une mention éminente pour mon directeur de thèse, Fabrice Clément, qui m'a suffisamment aiguillé pour que je ne perde jamais le fil, tout en me laissant la liberté dont j'avais besoin pour cette recherche. Je le remercie pour les mille et un éléments qui ont rendu ce travail possible, et qui ne sont certainement pas énumérables ; je retiendrai en premier lieu les longues heures de discussion, desquelles je suis systématiquement ressorti un peu changé.

Je remercie chaleureusement les autres membres du jury, d'abord pour avoir accepté avec enthousiasme la relecture de ce volumineux manuscrit, et davantage encore pour l'avoir lu aussi attentivement, non pas une seule, mais deux fois. Leur regard complémentaire au mien et à celui de Fabrice auront, je l'espère, permis de livrer un document cohérent, exempt de toute fâcheuse imprécision et mieux organisé que la première version à laquelle il et elles ont été confronté·es.

Il me tient aussi à cœur de mentionner mes désormais ex-collègues, avec qui j'ai passé la plus grande partie de mon temps au cours de ces années. Appuyant mes choix, cherchant des solutions à mes obstacles, écoutant et donnant à mes présentations (formelles ou informelles) des critiques qui m'ont fait remettre cent fois l'ouvrage sur le métier, plusieurs d'entre eux et elles sont ainsi devenu·es des ami·es. Gageons que chacun·e me pardonnera de ne pas avoir fait le choix du langage épique pour la rédaction de ma thèse.

Un tel travail ne peut pas être rédigé sans une bonne alimentation, et à ce titre, en l'absence d'une cafétéria, l'Université de Neuchâtel n'a pas été la mieux lotie durant ces cinq années. C'est ainsi que, de fil en aiguille, plusieurs commerçant·es des environs sont, elles et eux aussi, devenu·es des *alter ego*. Combien de paroles échangées, de camaraderies nouées de par le fait de devenir un « habitué ». Il convient d'adresser un merci tout particulier à Jean-Henri et à Valérie, qui ont accompagné mon parcours jusqu'à la soutenance publique, et dont l'incomparable serviabilité restera pour moi un modèle.

J'ai évoqué mes collègues directs, mais je n'oublierai bien sûr pas tou·tes les autres, à l'université de Neuchâtel comme au-delà, qui ont contribué à faire de cette thèse ce qu'elle

est devenue. J'ai eu la chance de vivre une véritable interdisciplinarité, qui m'a fait rencontrer des personnes venues de tous horizons, où les démarches, les hypothèses et les postulats ne sont pas du tout homogènes. Cette interdisciplinarité m'a permis de récolter toutes les pièces dont j'avais besoin pour compléter ce puzzle.

Il faut dire que je n'étais pas forcément destiné à écrire une thèse. Comme l'indiquait mon contrat, j'étais assistant avant d'être doctorant, même si j'ai bien vite compris que ce n'était pas la norme au sein de ce curieux univers académique. Aussi, si j'ai pu mener à bien ce travail, c'est en grande partie grâce à mon emploi d'enseignant en statistique, qui m'a toujours redonné l'énergie nécessaire pour, ensuite, me plonger à nouveau dans mon manuscrit. C'est pourquoi je tiens à remercier énormément Anne-Laure, qui a toujours eu confiance en les responsabilités que je tenais à endosser dans l'élaboration et le suivi des travaux pratiques. Je n'oublierai pas non plus les étudiant-es qui, grâce à leur entrain, m'ont fait passer des années universitaires très agréables.

A l'heure de clore ce travail, mon sentiment est qu'une thèse ne peut être achevée que si le doctorant ou la doctorante bénéficie de soutien, pas seulement à l'intérieur des murs, mais également dans sa vie privée. C'est pourquoi mes proches et toutes les personnes que j'ai côtoyées ces dernières années doivent avoir leur place dans ces lignes. Parmi elles, je remercie spécialement Franziska, qui partage ma vie et à qui aucun des démons qui surgissent inmanquablement au cours d'une telle quête n'a pu être caché. Mieux que quiconque, elle connaît le poids que prend une thèse durant une période de la vie, et il est évident que sans son formidable optimisme, ce manuscrit n'aurait eu aucune chance de voir le jour.

Résumé

Le monde entier semble impuissant face au changement climatique. Bien que ce problème soit connu et documenté avec précision depuis plusieurs décennies, et que ses conséquences soient déjà visibles, les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, laissant craindre des scénarios sombres pour un avenir désormais proche. Toutefois, si l'inertie actuelle semble avoir scellé notre sort jusqu'en 2040, voire 2050, le potentiel d'action reste en revanche considérable pour la seconde moitié du XXI^e siècle. Il s'agit d'un défi qui touche de près les pratiques quotidiennes de chaque individu, mais qui ne peut être relevé qu'à travers un effort collectif.

En sciences sociales, de nombreuses recherches tentent de comprendre pourquoi, malgré les alertes répétées des experts climatiques, l'inaction persiste. Les explications sont multiples : désinformation, dysfonctionnements systémiques, égoïsme ou aliénation des individus, absence de gouvernance mondiale, ou encore la myopie des systèmes politiques face aux enjeux de long terme. Ces critiques, bien que pertinentes, conduisent souvent à des conclusions fatalistes, tant il paraît difficile d'imaginer un changement rapide du « système », la fin de la désinformation, ou l'apparition d'une volonté soudaine et décisive des individus.

Cette thèse adopte une perspective différente, en renonçant au qualificatif d'inaction. En effet, la lutte contre le changement climatique est déjà engagée et, loin d'avoir épuisé son potentiel, elle est destinée à se renforcer. Cette lutte se manifeste à travers l'activation d'outils politiques, économiques, technologiques, diplomatiques et juridiques, sans oublier l'importance des mouvements sociaux. Parmi ces actions, les décisions collectives, issues d'un débat public où de nombreux arguments sont échangés, aboutissent à de nouvelles obligations que la collectivité s'impose volontairement. Ainsi, malgré les forces qui favorisent l'inaction, les collectivités ont la capacité de prendre des décisions collectives. Cela suggère qu'il existe des mécanismes qui compensent les défauts individuels et systémiques, et qu'il convient de les mettre en avant.

Cette thèse explore l'idée selon laquelle une partie de l'explication réside dans la force de nos convictions morales. Ce sont elles qui nous poussent à considérer le changement climatique comme intrinsèquement mauvais et à juger nécessaire de l'endiguer. Au fur et à mesure de l'augmentation des températures terrestres et maritimes, cette obligation morale devient de plus en plus impérative, jusqu'à entrer en conflit avec d'autres valeurs cardinales telles que la liberté, l'équité, ou la démocratie. Cependant, l'injonction de réduire les émissions de gaz à effet de serre est des plus diffuses, ce qui fait émerger des controverses morales. En particulier, nos convictions divergent sur nos devoirs envers les générations futures ou les autres espèces, sur le rôle de la technologie, ou encore sur la répartition des responsabilités.

L'objectif de cette thèse est de clarifier et d'explicitier ces divergences et leur impact sur la prise de décisions collectives. L'hypothèse centrale est qu'elles se manifestent sous la forme de valeurs véhiculées par les discours. En utilisant les outils de la sociologie pragmatique, nous étudierons précisément comment, en cas de conflit autour d'un élément décisionnel, les justifications morales s'hierarchisent, certaines valeurs prenant le pas sur d'autres. Notre démarche réussira si, en observant les marqueurs de ces justifications – c'est-à-dire l'expression des valeurs –, nous parvenons à mieux comprendre les décisions collectives qui façonneront l'avenir.

Mots-clés : changement climatique, politique climatique, décisions collectives, idéologie, controverses, sociologie des valeurs, justifications.

Abstract

Taking up the “challenge of the century”. An inventory of ideological and axiological controversies in the fight against climate change

The whole world seems powerless in the fight against climate change. Although this problem is well known and has been accurately documented for decades, and although its consequences are already visible, global greenhouse gas emissions continue to rise, giving the world bleak prospects of the near future. However, while current inertia seems to have sealed our fate until 2040, or even 2050, potential for action remains significant for the second half of the 21st century. This challenge affects the daily practices of every single person but can only be met through collective efforts.

In social sciences, many studies try to understand why inaction lingers, despite climate experts' repeated warnings. There are several explanations: misinformation, systemic dysfunctions, selfishness or alienation of individuals, lack of global governance, or even political short-sightedness regarding long-term challenges. These pertinent criticisms often lead to fatalistic conclusions such as the difficulty to imagine the “system” rapidly changing, misinformation ending, or individuals' willpower rising suddenly and decisively.

This thesis takes a different perspective by rejecting to speak about inaction. Indeed, the fight against climate change is already underway and its potential, far from being exhausted, is expected to become stronger. This fight is being waged by activating political, economic, technological, diplomatic and legal tools, as well as by social movements. Among these actions are also collective decisions, resulting from public debates where many arguments are exchanged, that lead to new obligations that communities voluntarily impose on themselves. Thus, despite the forces that favour inaction, communities have the capacity to make collective decisions. This suggests that there are indeed mechanisms that balance individual and systemic defects, and these should be highlighted.

This thesis explores the idea that part of the explanation lies in the strength of our moral convictions. They are the reasons why climate change is considered as intrinsically bad and its mitigation as necessary. As land and sea temperatures rise, this moral obligation becomes increasingly imperative, to the point of conflict with other cardinal values such as freedom, fairness or democracy. However, reducing greenhouse gas emissions is an extremely vague requirement, leading to moral controversies, particularly about our duties towards future generations or other species, the role of technology, and the sharing of responsibilities.

The aim of this thesis is to clarify and explain these discrepancies and their impact on collective decision-making. The central hypothesis is that the discrepancies become visible through values that are relayed by discourses. Using the tools of pragmatic sociology, I will study precisely how, within a conflict over a decision-making issue, moral justifications are ranked, with some values being prioritized over others. My approach will succeed if, by observing the markers of these justifications—that is, the expression of values—one can better understand the collective decisions that will shape the future.

Keywords: climate change, climate policy, collective decisions, ideology, controversies, sociology of values, justifications.

Table des matières

Introduction	1
Action, inaction	1
Actions et décisions	
Une explication morale	
Ce que cette thèse contient	8
Agir « pour le climat » – Partie 1	
Idéologies et valeurs – Partie 2	
Les mots de la lutte – Partie 3	
Deux enquêtes empiriques – Partie 4	
Partie 1 : Agir « pour le climat »	14
Chapitre 1 : Ontologie du changement climatique	16
Sociologie et environnement : une histoire mouvementée	16
Entre naturalisme et constructivisme	
Le risque et les limites	
Anthropocène et collapsologie	
<i>[Encadré : L'Anthropocène vu par les sciences naturelles]</i>	
Le climat entre sciences naturelles et sciences sociales	22
Inquiétudes autour du changement climatique	
Le consensus scientifique	
Définition sociologique du changement climatique	
Chapitre 2 : Lutter contre le changement climatique	31
Les décisions	32
Décisions en général	
Décisions collectives	
La réponse politique – surdité ou impuissance ?	36
Le climat dans le concert des nations	
L'histoire récente	
Les limites de la gouvernance mondiale	
Politiques d'endiguement en Suisse	45
La législation fédérale	
Fédéralisme et mesures infranationales	
Chapitre 3 : Les théories de l'inaction sur le grill	49
L'accusation d'inaction, une lecture positiviste ?	49
Tragédie ou autisme des sciences du climat ?	
Discours de procrastination	
La figure du sophiste	54
<i>[Encadré : Espoirs et limites de la science de l'attribution]</i>	
Une couche morale indispensable	58

[Encadré : Il n'y a pas de date limite]

Loi de Hume

Conséquences imprévues et effet rebond

Unité de la sphère axiologique

Un cadre moral minimaliste

Partie 2 : Idéologies et valeurs **70**

Chapitre 4 : L'idée du changement climatique **72**

Deux figures romandes que tout oppose **72**

Philippe Roch, la défense de la Nature comme mantra

Bertrand Piccard, l'optimisme technologique à toute épreuve

Une pluralité de justifications morales **77**

L'idée de justice

Justice climatique

Visions du monde, idéologies

La cartographie de Mike Hulme **82**

Discours « basés sur la science »

Discours « au-delà de la science »

Avantages et limites de la typologie

(Expliquer) les attitudes « pro-environnementales » **87**

Axes, visions du monde et valeurs environnementales

Comment définir les 'attitudes pro-environnementales' ?

Vers une typologie tridimensionnelle **91**

Chapitre 5 : Ce qui nous divise **93**

1 – L'objectif | Antinomie des fins **94**

Nature et valeur intrinsèque **95**

L'écocentrisme comme holisme

La critique de l'anthropocentrisme en philosophie

Services écosystémiques

Implications **100**

Surpopulation et réchauffement « idéal »

Une tentative de médiation : l'anthropocentrisme faible

2 – Les moyens | Technocratie et décroissance **104**

Optimisme technologique **105**

Solutionnisme technologique

La transition énergétique

[Encadré : Le développement économique comme salut]

Une critique économique et sociale **110**

Capitalisme et décroissance

[Encadré : La critique décroissante en économie]

Source vs. Quantité d'énergie

3 – La responsabilité | Antinomie du leadership **115**

Empreinte écologique et empreinte carbone	116
Comptabilités nationales	
Ecocitoyenneté	
<i>[Encadré : L'écocentrisme sous forme ludique]</i>	
Des responsabilités différenciées	
Externalités et incitations économiques	121
Taxes et marchés du carbone	
<i>[Encadré : Le coût du changement climatique]</i>	
Localisme et approche polycentrée	
Chapitre 6 : La sociologie axiologique	128
De la rationalité axiologique	129
Une définition élargie de la rationalité	
Objectivité et hiérarchisation	
Trois modèles de sociologie axiologique	133
Le modèle des « cités »	
Le modèle des « modes »	
Le modèle des « registres »	
Epistémologie des valeurs	139
Pragmatisme radical	
Dichotomie	
Un enchevêtrement	
Observer les jugements de valeur	145
La nature des catégories	
Les concepts moraux épais	
<i>[Encadré : Valeurs et émotions]</i>	
Cas pratique : l'urgence climatique	
Partie 3 : Les mots de la lutte	155
Chapitre 7 : Construction du modèle	157
Méthode	157
Sélection de documents	
Enoncés moraux et encodage	
Typologies existantes – ressemblances et divergences	
Délimitation des catégories axiologiques	164
Discussion autour des registres non repris	170
Redondance et ambiguïté	
Le cas du registre « épistémique »	
Des concepts aux registres [C-R]	174
Résister aux algorithmes	
Champs sémantiques	
Des registres aux idéologies [R-I]	178
Registres dominants et registres secondaires	

Présentation schématique	
Synthèse : Modèle [C-R-I]	182
Fabrication des cartes sémantiques	
Comparaison des cartes sémantiques	
Remarques intermédiaires	
Chapitre 8 : Le paysage politique suisse	189
Bref historique de l'écologie politique	190
Positionnement idéologique des principaux partis politiques	192
Vert-e-s et vert'libéraux : Les partis écologistes	
PS et UDC : L'opposition	
PLR et Le Centre : Les faiseurs de rois	
Reconstruction d'idéaux-types partisans	201
Registres dominants et représentation graphique	
Au défi de l'actualité : le cas des parcs solaires alpins	
Contestations et concessions	
Partie 4 : Deux enquêtes empiriques	210
Chapitre 9 : Autopsie de la loi CO2	212
Contexte des documents utilisés	212
<i>[Encadré : Les principales modifications de la loi]</i>	
Section I – Analyse d'un débat parlementaire	216
Une responsabilité aux mille visages	216
Les engagements internationaux	
Génération futures et justice internationale	
Basculement générationnel	
De l'optimisme économique et technologique	221
Vérité des coûts et principe du pollueur-payeur	
Incitations	
Risque ou opportunité ? Le bilan comptable	
Innovation	
L'appel de la Nature	227
Les glaciers	
La nature protectrice	
Ambition et scepticisme latent	
Bilan intermédiaire – axiologie et camps	231
Section II – Analyse d'un débat télévisé	234
Présentation de la campagne	234
Des fronts inattendus	
Contexte du débat	
Cartes sémantiques et argument de base	237
Philippe Nantermod	
Pierre-André Page	

Adèle Thorens-Goumaz	
Emilie Ferreira	
Variations sur les arguments de base	241
Les accords internationaux (i)	
Opération(s) économique(s) (ii)	
Changements de comportement (iii)	
Changer de système Occulter les vrais enjeux (iv)	
Les postures qui émergent	249
Les abonnés absents	
Post-mortem – l’histoire continue	
<i>[Encadré : Loi climat et innovation]</i>	
Chapitre 10 : Le climat dans l’opinion publique	255
Conception, distribution et présentation de l’enquête	256
Données de grande envergure et utilité d’une enquête sur mesure	
Récolte des données	
Question préliminaire et filtre	
Données sociodémographiques	
Section I – Création des indices	261
Indice d’écocentrisme (Antinomie des fins)	262
Perception du changement climatique – Question Q2.1	
Dilemmes moraux – Question Q2.2	
Objectifs de la lutte – Question Q3.5	
Indice de technocratie (Antinomie des moyens)	267
Sources d’énergie et géoingénierie – Question Q3.1	
Encore des dilemmes moraux – Question Q3.2	
Indice de mondialisme (Antinomie de l’échelle)	269
Préférences du leadership – Question Q3.3	
Obstacles à la lutte – Question Q3.4	
Section II – Opérationnalisation des indices	273
Contrôle de qualité des échelles	273
Décisions politiques et actions sociales et agrégées (Q4.4)	
Variables sociodémographiques et lien des indices entre eux	
Création de groupes	276
Section III – Utilisation des indices	280
Des mesures controversées	280
Appréciation des mesures – Question Q4.2	
Des résultats concluants	
Note sur les justifications	
Des préférences... consensuelles	284
Classement des priorités – Question Q4.1	
Des préférences marginales	

Forces et limites de l'enquête	286
Retour sur les hypothèses	
Difficultés et limites inhérentes	
Finir sur une (et même plusieurs) notes positives	
Ouverture	291
Renoncement	291
Découvertes	294
Idéologie	
Axiologie	
Une histoire de sacrifices	298
Bibliographie	304
Annexes	342
Chapitre 3	342
Les dragons de l'inaction	342
Chapitre 4	344
La cartographie de John S.Dryzek	344
Tableaux comparatifs des constructions de M.Hulme et de J.Dryzek	347
Chapitre 7	348
Cartes sémantiques	348
Le paysage axiologique – morceaux choisis	351
Chapitre 9	362
Posters des soutiens et adversaires à la loi CO2	362
Cartes sémantiques de campagne	364
Carnet de campagne	365
Taxes et coûts	
(In)justice climatique	
Optimisme technologique vs. Inefficacité	
Chapitre 10	371
Questionnaire	371
Syntaxe (SPSS)	375
Complément d'enquête	383
Types de questions	
Attitudes – Question Q4.3	
Groupes et hiérarchisation des pratiques	
Tableaux et graphiques en relation avec le corps du texte	387

Chapitre 10 : Le climat dans l'opinion publique

« on ne peut, et on ne doit, soumettre au jugement d'une majorité que les problèmes dont la solution exprime, non pas une vérité objective, mais un jugement de valeur. »
(J.-C. Guerrini 2019 : 101)

Ce chapitre se propose de traiter les deux questions laissées en suspens, que nous pouvons reformuler comme suit :

- *Dans quelle mesure l'opinion des individus au sujet de diverses mesures de lutte contre le changement climatique [M] dépend-elle de leur positionnement idéologique sur les trois axes du modèle [C-R-I] ?*

Nous avons vu au chapitre 9 que lors de la campagne de votations sur la loi CO₂, l'Antinomie du leadership dominait les débats, les autres étant présentes mais suscitant peu de controverses, hormis concernant la critique décroissante en-dehors du parlement (section II). Mais nous avons aussi vu que l'Antinomie des fins est en quelque sorte à la « base » de l'écologie politique, et que, par exemple lors du débat autour des parcs solaires alpins, elle avait eu un rôle important à jouer. Or, la loi CO₂ intégrait de nombreuses politiques publiques, que nous pouvons à présent disséquer. Quelle antinomie explique quel positionnement, et comment savoir quelles sont les politiques publiques qui engendreront tendanciellement un débat sur quelle antinomie ? L'hypothèse que nous faisons est que *le pan idéologique sur lequel la controverse se situe diffère en fonction de la thématique abordée*. Si tel est le cas, il s'agira d'une illustration de notre hypothèse de base, selon laquelle les décisions collectives de lutte contre le changement climatique s'expliquent par des controverses se situant dans un espace idéologique multidimensionnel.

- *Dans quelle mesure les schémas constitués dans la logique idéologie-axiologie et dans la hiérarchisation des registres face à un problème en particulier se retrouvent-ils dans un cadre de la population beaucoup plus large que ses élites ?*

Peut-on justifier quantitativement les positionnements autour des axes idéologiques ? Il s'agit de tester une hypothèse que nous avons faite au chapitre 9, et selon laquelle *on peut distinguer cinq « camps » politiques*. Tandis que l'espace politique, lors des débats sur la loi CO₂, n'en distinguait que trois (le 'oui', le 'non de gauche' et le 'non de droite'), nous devons tester le bienfondé de penser 'scinder' le groupe des partisans en trois catégories. Nous devons vérifier si ces cinq camps sont reconnaissables, c'est-à-dire si on peut distinguer des tendances claires quant à leur position sur les axes idéologiques. Nous nous demanderons enfin dans quelle mesure ces camps ont une force explicative des politiques publiques proposées – c'est-à-dire si l'appartenance à un groupe peut être un bon prédicteur des préférences politiques.

Conception, distribution et présentation de l'enquête

Avant de débiter l'analyse, penchons-nous sur quelques remarques concernant l'enquête elle-même.

Données de grande envergure et utilité d'une enquête sur mesure

Les questions liées au changement climatique et la politique environnementale en général font désormais partie des questions « classiques » que de grandes enquêtes internationales posent régulièrement. La 8^e vague de l'enquête européenne *European Social Survey*, parue en 2019,³²⁷ avait par exemple posé plusieurs questions spécifiques au climat. Deux résultats me paraissent intéressants à relever.

Le premier concerne le scepticisme (tableau 21) : on voit que les items sceptiques sont 'acceptés' par un pourcentage relativement faible de la population, et encore moins en Suisse. Contrairement à ce que nous avons vu au chapitre 3, (marchands de doute, etc.), il semble que ce ne soit vraiment pas un thème saillant. Il faut toutefois se méfier du fait que l'enquête a été réalisée avant le Covid, qui a peut-être ressuscité le scepticisme.³²⁸

Tableau 21. Scepticisme dans la 8^e vague de l'European Social Survey.

	Tous les pays	En Suisse
Le climat ne change « certainement pas » ou « probablement pas »	6,8%	3,7%
Les causes du changement climatique sont avant tout naturelles	8,7%	5,5%
Les conséquences du changement climatique sont plutôt positives	13,7%	11,9%

Le deuxième résultat concerne l'opinion quant aux mesures privilégiées : subventions, taxes et/ou interdictions (tableau 22). On remarque que les subventions sont le plus souvent plébiscitées (alors même que nous avons vu les vives discussions économiques que ce sujet entraîne).

Tableau 22. Opinions dans l'European Social Survey.

		Tous les pays	En Suisse
Opinion quant aux taxes sur les énergies fossiles	Favorable	32%	48%
	Neutre	22%	21%
	Défavorable	44%	32%
Opinion quant aux subventions pour les énergies renouvelables	Favorable	75%	84%
	Neutre	12%	9%
	Défavorable	11%	7%
Opinion quant à l'interdiction de certains appareils peu efficaces	Favorable	58%	69%
	Neutre	22%	12%
	Défavorable	20%	19%

³²⁷ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.europeansocialsurvey.org/data> . L'échantillon dépasse les 40'000 répondants, dont environ 1'500 en Suisse. Les données ont été récoltées en 2016 et 2017.

³²⁸ D'autres enquêtes aboutissent à des résultats plus mitigés concernant la prévalence du scepticisme – voir par exemple une enquête de l'Observatoire international Climat et opinion politique (2023) : https://www.edf.fr/sites/groupe/files/2023-11/obsco23_e-book_planete-divisee_complet_20231115_fr.pdf . Il semble qu'en la matière, il soit difficile de parvenir à un... consensus.

Par ailleurs, certaines interdictions récoltent visiblement davantage de suffrages que les taxes. Toutefois, ces dernières reçoivent, en Suisse, davantage d'opinion favorables que défavorables – ce qui contraste avec le tabou qu'elles sont devenues (voir annexe). Quoiqu'il en soit, une telle enquête, si elle permet d'avoir accès à des statistiques descriptives fournies, n'est pas en mesure de répondre à nos questionnements. En effet, notre cadre théorique et notre modèle d'analyse débouchent sur des besoins très spécifiques.

D'une part, nous n'avons pas d'indices permettant de connaître le positionnement idéologique des individus sur nos trois axes antinomiques. Sur ce point, le fait de construire un questionnaire *ad hoc* devrait permettre la construction de trois indices, et ainsi, de situer le positionnement de chaque répondant sur chacune de ces trois échelles. En outre, les opinions du tableau 22 ne sont pas *hiérarchisées* de façon tangible. Si, comme cela semble être le cas, de nombreuses personnes supportent à *la fois* des taxes, des subventions et des interdictions, quelle est leur priorité ? Le positionnement idéologique a-t-il un impact sur cet ordre des priorités ? La question est d'autant plus saillante lorsque des items se confrontent : il n'est pas possible ici d'observer des controverses *axiologiques*, et non essentiellement *idéologiques*.

Pour ne prendre qu'un exemple, si un individu se dit favorable aux énergies renouvelables, et dans le même temps, se dit opposé aux constructions alpines, il est impossible de prédire son opinion au sujet des parcs solaires alpins ; la seule possibilité de le savoir est de lui demander *ce qu'il privilégierait* en cas de vote sur le sujet. Et s'il est défavorable aux parcs solaires alpins, il faudrait encore connaître sa *justification* principale : les trouvent-ils *inefficaces*, *trop chers* ou simplement *laids* dans le paysage. Un questionnaire sur mesure a l'ambition d'apporter des pistes de réponses à ces questionnements.

Récolte des données

L'idée est donc d'inclure des éléments théoriques dûment récoltés lors des chapitres précédents. Le questionnaire est ainsi divisé en trois sections principales : la première s'intéresse à la *perception* du changement climatique (lien à l'Antinomie des fins) ; la seconde s'intitule *technologies et responsabilités* (lien aux Antinomies des moyens et du leadership) ; et la troisième, *des mesures*, permet de faire le lien entre les positionnements idéologiques issus des deux premières sections et le positionnement quant à des mesures concrètes. Le questionnaire se termine par des questions sociodémographiques. Au tournant du mois de novembre 2022, et après des pré-tests réalisés auprès de collègues et amis, la version définitive était prête à être diffusée.

Le groupe-cible étant aussi large que la population résidant en Suisse romande dans son ensemble, il était d'emblée hors de portée de se munir d'un échantillon *représentatif* de cette population. Toutefois, il m'a tenu à cœur de contrôler, dans la mesure du possible, la diffusion, afin d'être capable i) d'éviter l'effet « boule de neige » d'un questionnaire qui se transmet de mains en mains ; et ii) d'éviter la perte du suivi de la distribution d'un

questionnaire affiché sur un site internet, et dont on ne sait pas qui y répond.³²⁹ Pour ce faire, j'ai dupliqué le questionnaire à de multiples reprises, et j'ai pris soin de relever à quel groupe-cible quel duplicata du questionnaire était envoyé. L'idée d'origine était de diversifier les répondants en stratifiant l'échantillonnage par *corps de métier* : j'avais fait une liste d'entreprises et d'entités correspondant à la plus large palette de catégories socioprofessionnelles répertoriées par l'OFS, auxquelles j'avais ajouté une catégorie de personnes retraitées et une catégorie d'étudiants.

Dans la foulée, le 8 novembre 2022, des premiers envois électroniques assortis d'une lettre d'accompagnement qui enjoignait les récipiendaires à participer, j'ai vite réalisé que, malgré une liste touchant potentiellement près d'une dizaine de milliers de personnes, je n'arriverais pas à obtenir un nombre de réponses satisfaisant ; en effet, les rares acceptations ne pourraient pas compenser le nombre trop important de refus essuyés. J'ai donc créé une catégorie supplémentaire, issue du monde associatif, en mobilisant des contacts personnels.³³⁰

Dans l'ensemble, cette opération de diffusion s'est déroulée jusqu'au 12 décembre 2022, et le délai communiqué pour répondre était le 23 décembre. Au-delà de cette date, le questionnaire est resté en ligne, si bien que la dernière réponse a finalement été enregistrée le 4 janvier 2023. Au final, ce sont 831 questionnaires qui ont été retournés, dont 780 sont exploitables. Toutefois, si l'on ôte les personnes dont l'avancement est insuffisant pour l'analyse, on arrive à un total de 668 personnes (les autres ayant quitté la page trop rapidement). On peut évaluer le taux de réponses à environ un tiers des questionnaires délivrés.³³¹

Question préliminaire et filtre

La première question est posée ainsi : « *Partagez-vous le constat selon lequel le changement climatique est principalement dû aux activités humaines ?* ». Il s'agit bien sûr d'une question orientée, de celles que la méthodologie la plus élémentaire en termes d'enquête quantitative recommande d'éviter. Pourtant, dans le cas présent, ce choix me paraît tout à fait justifié, dans le sens qu'il ne s'agit pas d'une question d'*opinion*, mais de reconnaître le *consensus scientifique* (ç1). D'après la définition donnée au chapitre 3, les personnes qui ne le reconnaîtraient pas sont *de facto* considérées comme sceptiques, et sortent *ipso facto* du cadre moral. Il n'y aurait pas beaucoup de sens à demander à un sceptique ce qu'il pense du bienfondé de certaines mesures de lutte contre le changement climatique (ç6).

³²⁹ L'enquête a été réalisée avec le logiciel Qualtrics et les analyses effectuées à l'aide du logiciel Statistical Package for Social Sciences (SPSS). Le questionnaire complet se trouve en annexe.

³³⁰ J'ai également créé un duplicata supplémentaire du questionnaire sous la forme d'un code QR, que j'ai diffusé, avec l'accord des gérants, sur des tables de bistrot de la ville de Neuchâtel. Toutefois, cette méthode s'est avérée infructueuse.

³³¹ Lorsque c'était possible, je me suis renseigné sur le nombre de personnes que compte l'entreprise ou l'entité vers laquelle l'enquête a été transmise. Cependant, les estimations de chacun des contacts s'additionnant, il n'est pas vraiment possible d'être plus précis que de dire que le questionnaire a dû être délivré à un peu plus de 2'000 personnes.

Lors de l'élaboration du questionnaire, j'ai hésité à appliquer un filtre direct aux personnes qui répondraient 'non', de sorte qu'elles passent directement aux questions sociodémographiques. J'y ai finalement renoncé, afin de laisser la possibilité à chacun d'avoir accès à toutes les questions (l'idée étant d'appliquer le filtre après coup, et de ne pas considérer les personnes ayant répondu 'non' dans les analyses). Bien m'en a pris, puisque visiblement, quelques personnes ont mal compris cette première question.³³² Au cas par cas, j'ai pu ainsi « repêcher » un tout petit nombre de questionnaires. Pour les analyses, j'ai ensuite éliminé les questionnaires sceptiques.

Sur les 780 personnes qui ont ouvert le questionnaire, 56 ont répondu 'non' à cette question au sujet du consensus scientifique, ce qui correspond à 7,2%. Ce pourcentage tombe à 6,1% (41 personnes) parmi les 668 qui ont dépassé la première batterie de questions d'opinion, qui concernait la perception du changement climatique ; et il tombe même à 5,5% (30 personnes) parmi les 550 personnes qui ont rempli le questionnaire à 100%. Cela indique que, comme supposé, les sceptiques se sont plus rapidement lassés de l'enquête que les autres. En outre, on se rend compte que ces pourcentages ne sont pas très éloignés de ceux de l'enquête de l'*European Social Survey*, ou de l'*Eurobaromètre 2021* (M.-E.Perga et al. 2023 relatent que 93% des individus considèrent le changement climatique comme un problème sérieux). C'est évidemment un bon signe pour la qualité de la distribution du questionnaire.

Un autre travail préliminaire est d'estimer l'application des répondants lors de leur participation (il ne sert à rien de garder les répondants qui ont visiblement répondu au hasard). Un bon indicateur est d'observer le temps qu'ils y ont passé.³³³ L'e-mail d'accompagnement indiquait un temps de réponse de 10 à 15 minutes, et d'après mon estimation, il s'agit du temps au cas où chaque réponse est donnée de manière relativement spontanée. Ce temps pouvait facilement être doublé, voire triplé, en cas d'intenses réflexions. Or, la médiane se situe finalement un peu en-dessous de 20 minutes (£1).³³⁴ Le premier décile de ceux qui ont complété le questionnaire est de 11 minutes et demie. Par sécurité, je choisis de filtrer et d'éliminer les questionnaires sur lesquels les répondants ont passé moins de sept minutes, considérant qu'ils n'ont pas pu répondre de façon sérieuse. Des 668 questionnaires que nous avons conservés (voir plus haut), nous aboutissons ainsi, à l'issue des deux filtres (scepticisme supposé et manque d'application) à 586 réponses.

³³² Dans la section 'commentaires' à la fin de l'enquête, on trouve par exemple la remarque suivante, d'une personne qui a pourtant coché 'non' à la première question : « *Je trouve qu'il est vraiment difficile voire utopique de croire que l'on arrivera à trouver un accord mondial pour la réduction du co2 et du réchauffement au vu des diversités en jeu sauf une réelle catastrophe mondiale qui nous obligerait à réfléchir ensemble.mais il ne faut pas que les gens se démotivent et croient en une pensée unique possible.* ».

³³³ Il peut arriver que des répondants laisse le questionnaire de côté, et le reprennent ensuite, auquel cas le temps indiqué ne correspond bien sûr pas à la réalité.

³³⁴ Le symbole £ indique la présence d'un tableau supplémentaire en annexe.

Données sociodémographiques

Juste avant de filtrer les réponses, nous nous sommes demandés si le scepticisme était influencé par le sexe, l'âge, le lieu d'habitation ou le positionnement politique (£2 – £4). Or, il ne semble pas qu'il dépende de l'âge ou du sexe ; en revanche, il est probable que le lieu de résidence ait une influence, les personnes qui vivent en zone rurale étant surreprésentées parmi les sceptiques. Enfin, le facteur le plus fort serait le positionnement politique, les personnes sceptiques qui ont pris la peine de compléter le questionnaire ayant tendance à se placer subjectivement plus à droite que les autres.

Les données sociodémographiques sont placées en fin de questionnaire. Outre leur rôle de variables de contrôle dans les futures analyses (voir plus loin), elles servent à observer dans quelle mesure l'échantillon est, bon an mal an, représentatif de la population étudiée. Pour ce faire, nous comparons les réponses à celles de l'enquête ESS, en appliquant deux filtres : le pays de résidence (Suisse) et la langue parlée (français). Cette comparaison est possible pour l'âge, le sexe et l'orientation politique (échelle gauche/droite) et la taille de la commune de résidence (ville / village / milieu rural) (tableau 23).

Tableau 23

		ESS	[C-R-I-M]
Sexe	Hommes	51%	51%
	Femmes	49%	49%
Age	Age moyen	47	49
	Age médian	48	50
	Ecart-type	19	20
Lieu de résidence	Ville	52%	52%
	Village	45%	39%
	Région rurale	3%	9%
Positionnement politique	Gauche	37%	57%
	Centre	28%	15%
	Droite	35%	28%

Nous constatons que pour ce qui est de l'âge et du sexe, notre échantillon semble représenter une population assez semblable à celle d'une grande enquête comme l'*European Social Survey*. Quant au lieu de résidence, la différence que l'on observe pour les habitants des 'régions rurales' est peut-être due au fait que les items n'étaient pas proposés de la même façon.³³⁵ La différence, on l'aura compris, est surtout à relever au niveau de l'orientation politique. Certes, il est difficile de comparer, puisque l'échelle n'est pas tout à fait la même (entre 0 et 10 pour ESS, et entre 1 et 10 dans le cas présent), mais quel que soit la 'coupe' entre les trois blocs (gauche, centre et droite), on remarque une forte surreprésentation de personnes de gauche parmi mes répondants.

³³⁵ ESS fait la différence entre 'country village' et 'farm or home in countryside', tandis que mon questionnaire parle de 'village' et de 'à la campagne / à la montagne'. Les petits villages peuvent être considérés comme 'ruraux' pour moi et pas pour ESS.

Ainsi, le fait que le thème du questionnaire soit connu d'avance a certainement fait que les personnes qui n'ont pas spécialement d'intérêt pour ce thème n'ont simplement pas pris la peine d'y répondre. On pourrait spéculer sur le fait que les personnes qui se situent à gauche de l'échiquier politique auraient davantage tendance à s'intéresser à la lutte contre le changement climatique (voir, une fois encore, la notion de 'cadre de pensée' développée par G.Lakoff 2004).

Cela montre deux choses. D'une part, qu'il sera difficile d'estimer la proportion de personnes dans les différents « camps » (par exemple, les 'contestataires' risquent d'être proportionnellement en nombre plus élevé que dans l'ensemble de la population). Et d'autre part, il sera important de *contrôler*, notamment, l'impact de l'opinion politique dans nos résultats, de sorte de pouvoir maintenir l'hypothèse selon laquelle l'influence des postures idéologiques sur les mesures de lutte se retrouvent également dans l'ensemble de la population.

Section I – Création des indices

La première étape de l'analyse consiste à cerner l'orientation idéologique des répondants quant aux trois antinomies (fins, moyens et leadership). Puisque nous avons dit qu'il s'agit d'axes, les variables en question doivent être quantitatives (chaque répondant est *plus ou moins* écocentriste, technocrate et mondialiste). Or, on se rend bien compte qu'il aurait été tout à fait contre-productif de demander aux personnes interrogées de se placer subjectivement sur une échelle d' « écocentrisme » allant, disons, de 1 à 50. En effet, ce concept complexe n'aurait nécessairement pas été appréhendé de la même manière par tout le monde ; aussi, chacun se serait positionné selon sa façon de comprendre ce qu'est l'écocentrisme, alors même que nous avons pris plusieurs chapitres pour essayer de circonscrire cette notion.

Nous devons donc recourir à des *proxys*, c'est-à-dire des questions un peu détournées, qui nous serviront à reconstruire le « niveau » d'écocentrisme, de technocratie et de mondialisme des individus d'après la théorie que nous avons développée, à l'image de ce que R.Dunlap *et al.* (2000) ont fait pour le 'New Ecological Paradigm' (figure 69). Une seule question ne suffit naturellement pas à construire un indice. Pour parvenir à des échelles, il faut donc *traduire* plusieurs réponses en termes de positionnement, en attribuant des « points » aux différents items de réponses, et qui, s'additionnant de question en question, convergent vers une échelle quantitative discrète, que nous pouvons appeler *indice*. Chaque répondant sera ainsi affublé d'un 'score' sur chacun des trois indices représentant les trois antinomies.

Do you agree or disagree^b that:

1. We are approaching the limit of the number of people the earth can support
2. Humans have the right to modify the natural environment to suit their needs
3. When humans interfere with nature it often produces disastrous consequences

Figure 68. Questions posées par R.Dunlap *et al.* (2000 : 433) (extrait).

Méthodologiquement, une analyse factorielle pourrait arriver à un résultat similaire (l'échelle serait alors continue et non discrète). C'est par exemple la méthode employée par R.Dunlap et son équipe. Toutefois, il me semble qu'une création 'manuelle' des indices est plus sûre, du fait qu'une méthode 'aveugle' est surtout utile lorsque nous n'attribuons pas *a priori* de valeurs morales aux questions (il s'agit d'une méthode à caractère exploratoire). Dans notre cas, nous aimerions « coller » au plus près de la théorie, en suivant les définitions relativement précises des idéaux-types idéologiques : il est de notre *définition* de dire qu'un énoncé tend vers l'écocentrisme, la technocratie ou le mondialisme, ou alors s'en éloigne.³³⁶

En outre, une construction 'pas à pas' permet, *via* l'observation des statistiques descriptives et de certains croisements entre les variables utilisées, de « vérifier » heuristiquement si les réponses ont un « comportement » inattendu (plusieurs exemples sont détaillés plus bas) : le cas échéant, nous pourrions éviter de prendre en compte des items 'suspects', qui pourraient par exemple résulter d'une mauvaise formulation de question ou d'une question mal comprise.

Enfin, il faut prendre garde au fait que toutes les variables ne sont pas codées de la même façon. On trouve par exemple des échelles de Likert allant de 1 à 10, d'autres de 1 à 4, des items 'cochés' ou 'non cochés' (0 ou 1), ainsi que des préférences à classer (de 1 à 7) ; aussi, nous devons effectuer des pondérations entre ces différents codages. Une part de subjectivité réside bien sûr de ces choix. Aussi, pour ne pas que cela ne risque de péjorer la robustesse des résultats, nous avons fait l'exercice avec plusieurs pondérations différentes ; or, quelle que soit la 'solution' retenue, les résultats restent sensiblement les mêmes. Il s'agit là d'un bon signe quant à leur fiabilité.

Indice d'écocentrisme (Antinomie des fins)

Comme évoqué plus haut, les premières questions concernent la *perception* du changement climatique. Celles-ci se prêtent particulièrement à la construction d'un indice d'écocentrisme. Rappelons que l'anthropocentrisme se caractérise par la formule *human first*, selon laquelle les humains ont les cartes en main pour « gérer » la lutte contre le changement climatique – c'est une *mission* humaniste. A l'inverse, d'après l'idéal-type écocentriste, les humains « subissent » le changement climatique ; ils doivent écouter les voix de la Nature et composer avec elle et l'ensemble de vivant pour ne pas sombrer.

³³⁶ Dans l'exemple de la figure 69, R.Dunlap *et al.* ont aussi une connaissance *a priori* de la relation entre un énoncé et leur théorie ; s'ils avaient voulu utiliser ces échelles comme variables indépendantes, ils n'auraient pas eu besoin de demander au logiciel de créer des 'facteurs'. Leur but était différent, puisqu'il consistait à observer dans quelle mesure les répondants ont les mêmes notions qu'eux des divers critères du NEP.

Perception du changement climatique – Question Q2.1

A ce titre, la plupart des items de la question Q2.1 sont utiles, dont voici les statistiques descriptives (tableau 25) :

Tableau 24

« Voici une série de mots et expressions. Selon vous, dans quelle mesure sont-elles liées au changement climatique ? (1 = "aucun rapport" ; 10 = "lien très étroit"). »								
	Destin	Effondrement	Inégalités sociales	Innovation	Limites planétaires	Opportunité	Risque économique	Urgence
Valide	571	575	574	569	570	568	569	574
Manque	15	11	12	17	16	18	17	12
Ecart-type	2,90	2,49	2,62	2,35	2,36	2,76	2,42	1,74
Q1	1	5	5	5	7	4	5	8
M	3	7	8	8	9	6	7	10
Q3	6	9	9	9	10	8	9	10

La comparaison des écarts-types montre que, comme prévu, le mot ‘urgence’ est le plus homogène. C’est plutôt un bon signe, dans le sens où il s’agissait du mot le plus *fin* qui, comme nous l’avons longuement discuté (ç6), peut s’adapter à plusieurs types de discours. Nous l’éliminons donc de la construction de l’indice. Tous les autres items peuvent à mon sens être conservés, si bien que nous obtenons la configuration suivante (tableau 25) :

Tableau 25. Items de la question Q2.1.

Vers l’anthropocentrisme	Vers l’écocentrisme
Opportunité	Destin
Inégalités sociales	Effondrement
Risque économique	Limites planétaires
Innovation	

On a ici une illustration de l’avantage d’une construction ‘manuelle’. En effet, une analyse factorielle unidimensionnelle représenterait *grosso modo* le jugement sur la ‘gravité’ du changement climatique (tous les items ont une corrélation positive avec ce facteur). Or, cela ne répond pas à la question qui nous occupe. Le fait de se positionner plutôt du côté anthropocentriste ou écocentriste n’a rien à voir avec le fait de faire preuve d’une extrême inquiétude ou au contraire d’une insouciance. Autrement dit, la *connotation* des mots n’a pas d’importance ici : que l’on juge plus pertinent de parler de ‘risque’ ou d’ ‘opportunité’, il s’agit dans les deux dans d’une affaire strictement *humaine* ; au contraire, parler de ‘limites’ entre, on l’a beaucoup dit (ç5), dans une perspective *écocentriste*, selon laquelle les humains ne peuvent pas se considérer *prééminents* sur Terre.

Dilemmes moraux – question Q2.2

La deuxième batterie de questions (Q2.2) est aussi une échelle de Likert, mais avec seulement 4 choix de réponses possibles : ‘pas du tout d’accord’, ‘plutôt pas d’accord’, ‘plutôt d’accord’ et ‘tout à fait d’accord’ (tableau 26).

Tableau 26

	Q2.2_1	Q2.2_2	Q2.2_3	Q2.2_4	Q2.2_5
	Même si cela ne diminuait pas notre qualité de vie, la disparition des ours polaires serait un drame.	Il est justifié de perturber la faune locale pour augmenter la production d'électricité renouvelable (barrages, éoliennes).	Sans les glaciers, les Alpes ne seraient plus vraiment les Alpes.	Le changement climatique est notamment un problème de surpopulation.	Il faut prendre soin de la Terre en essayant de comprendre son fonctionnement, un peu comme avec une plante.
Valide	575	575	575	575	575
Manque	11	11	11	11	9
Q1	Plutôt oui	Pas du tout	Plutôt oui	Plutôt non	Plutôt oui
M	Tout à fait	Plutôt non	Tout à fait	Plutôt oui	Tout à fait
Q3	Tout à fait	Plutôt oui	Tout à fait	Tout à fait	Tout à fait

L’objectif de ces items était de proposer des dilemmes moraux aux répondants. Or, en observant l’homogénéité des réponses, nous constatons qu’elles n’ont majoritairement pas eu l’effet escompté. Pour trois des cinq items, plus de la moitié des répondants ont coché ‘tout à fait d’accord’, et plus des trois quarts ont donné un avis positif. On voit ainsi que, bien que les formulations aient été longuement mûries, elles n’ont donné lieu aux dilemmes escomptés que pour les items 2 et 4.

Nous conservons toutefois aussi l’item 1, car il ne me semble pas présenter d’ambiguïté. En revanche, on peut craindre qu’une si grande approbation pour les items 3 et 5 ne cache en réalité une interprétation équivoque. Par exemple, la dernière avait pour but de devoir décider entre laisser la Terre s’ ‘autogérer’ et être de la responsabilité des humains. En ce sens, une réponse positive aurait été l’antithèse de la théorie de Gaïa, et aurait tendu vers l’anthropocentrisme. Or, la forte corrélation positive d’avec l’item 1 (£5) laisse penser que les répondants ne se sont pas fait la même réflexion.³³⁷ C’est pourquoi nous arrivons à la configuration suivante (tableau 27, p263) :

³³⁷ On peut penser à un autre thème très actuel, qui est la place du loup dans « nos » montagnes et la question de sa « régulation ». Nul doute que, comme on l’avait vu avec P.Roch, les plus écocentristes se caractérisent sur ce thème par une propension à « laisser faire » la nature, comme si le monde était un gigantesque parc naturel. Pour les plus anthropocentristes, au contraire, on se portait sans doute mieux sans la présence du loup. Ici, l’influence de l’animal sur l’écosystème (‘co-bénéfices’), comme la régulation naturelle des artiodactyles, est anecdotique, au vu du faible nombre du carnivore.

Tableau 27

Vers l'anthropocentrisme	Vers l'écocentrisme
Il est justifié de perturber la faune locale pour augmenter la production d'électricité renouvelable (barrages, éoliennes).	Le changement climatique est notamment un problème de surpopulation.
	Même si cela ne diminuait pas notre qualité de vie, la disparition des ours polaires serait un drame.

Objectif de la lutte – Question Q3.5

La dernière question intéressante dans l'optique d'un indice représentant l'Antinomie des fins est la question Q3.5 : « *Quels sont, selon vous, les arguments phares qui justifient [...] l'adoption de mesures de lutte contre le changement climatique en Suisse ?* ». Pour ne pas prendre le risque que tout le monde coche tous les items, le nombre maximal de coches était de 2. Voici les résultats (tableau 28, p276).

On notera que le respect des engagements internationaux, qui était sujet d'une longue discussion au chapitre 9, arrive en dernière position. Cela n'est pas très surprenant, puisque la question demande de déterminer un *objectif* et non de distribuer des responsabilités (qui serait l'objet de l'Antinomie du leadership) ; or, le fait de respecter l'Accord de Paris est considéré comme un but *en soi* plus important que les autres n'est pas nécessaire pour juger qu'il est du *devoir des politiciens* de respecter leurs engagements (si la question avait été posée ainsi, le nombre de 'coches' aurait certainement été bien plus élevé).

Tableau 28

	Valide = 553 (Manque = 33)	Coché	% coché
1 – Nous sommes en train de modifier les écosystèmes de façon irréversible.		278	50%
2 – Les jeunes générations risquent de vivre dans un environnement imprévisible et dangereux.		233	42%
3 – Certaines régions du monde subiront des famines ou des conflits à cause du changement climatique.		187	34%
4 – A terme, c'est l'espèce humaine qui est menacée d'extinction.		179	32%
5 – La Suisse est un pays riche qui, puisqu'elle en a les moyens financiers, doit montrer l'exemple.		106	19%
6 – La stabilité du système économique est menacée par le changement climatique.		55	10%
7 – La Suisse doit respecter ses engagements internationaux (p.ex. l'Accord de Paris).		46	8%

L'item 1 est typiquement écocentriste, puisqu'il sous-entend qu'il est bon de *ne pas* modifier les écosystèmes. De même, l'item 4 s'inscrit dans l'idée des concepts d' 'effondrement' et de 'limites planétaires' de la question Q2.1. A l'inverse, l'idée selon laquelle les humains peuvent et se doivent de gouverner la lutte contre le changement climatique se retrouve dans les items 3, 5, 6 et 7.

Nous choisissons de laisser de côté l'item 2, qui est un énoncé que l'on peut qualifier de 'neutre' sur l'Antinomie des fins. En effet, d'une part, le fait de parler du souci pour les générations futures est typiquement anthropocentriste ('principe responsabilité', voir ç3). Et d'autre part, le fait de parler d'un 'environnement imprévisible' (donc par définition difficile à maîtriser), l'énoncé se comprend alors plutôt comme un énoncé écocentriste. Voici donc le résumé de la catégorisation de ces items (tableau 29).

Tableau 29

Vers l'anthropocentrisme	Vers l'écocentrisme
La stabilité du système économique est menacée par le changement climatique.	Nous sommes en train de modifier les écosystèmes de façon irréversible.
La Suisse est un pays riche qui, puisqu'elle en a les moyens, doit montrer l'exemple.	A terme, c'est l'espèce humaine qui est menacée d'extinction.
La Suisse doit respecter ses engagements internationaux (p.ex. l'Accord de Paris).	
Certaines régions du monde subiront des famines ou des conflits à cause du changement climatique.	

Un aperçu des combinaisons (É6) montre que les items les plus corrélés sont ceux liés à l'écocentrisme (extinction et écosystèmes). Du côté de l'anthropocentrisme, l'exemplarité de la Suisse et les engagements internationaux sont le plus souvent mis ensemble. Nous voyons aussi que l'argument des 'jeunes générations', que nous avons laissé de côté, se combine bien avec les deux pôles, signe qu'il s'agit d'un argument « hybride ».

L'indice d'écocentrisme que nous obtenons court théoriquement de -56 à +45. Plus une personne a un score élevé sur cette échelle, plus cette personne sera, selon notre définition, *écocentriste* (le maximum dans notre échantillon est +36); à l'inverse, plus son score est nettement négatif, plus cette personne se verra qualifiée d'*anthropocentriste* (le minimum est -37). Par ailleurs, la distribution est remarquablement normale (figure 70), avec une moyenne de 0,01 et un écart-type de 10,969 (asymétrie = 0,028 ; kurtosis = 0,263. Il s'agit

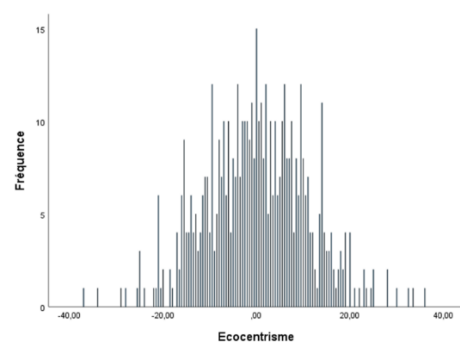


Figure 69. Distribution des répondants sur l'indice d'écocentrisme (N = 528).

d'un signal positif pour les futures analyses, puisqu'on parvient bien ainsi à *distinguer* les individus selon leur positionnement.

Indice de technocratie (Antinomie des moyens)

L'antinomie des moyens concerne, on le rappelle, la discussion quant à la meilleure manière d'*aborder* la lutte contre le changement climatique. Les technocrates voient d'un bon œil le développement technologique, et l'utilisation de toutes sortes de technologies, qu'ils appellent 'solutions', pour parvenir à une *transition* énergétique. Les décroissants sont méfiants vis-à-vis de la technique, ainsi que vis-à-vis du système capitaliste, qui encourage précisément le développement des techniques.

Sources d'énergie et géoingénierie – Question Q3.1

La question Q3.1 interroge les répondants sur leur affinité vis-à-vis de diverses sources d'énergies alternatives aux fossiles, ainsi qu'à des items relatifs à la géoingénierie. Les répondants avaient à disposition une série d'adjectifs, et ils devaient sélectionner celui qui leur apparaissait comme le plus saillant pour définir l'item proposé. Cette façon originale de formuler une question pour une enquête quantitative permet de distinguer :

- La *connotation* de l'adjectif sélectionné (toujours clairement défini) ;
- La *justification* de l'acceptation ou du rejet d'une technologie.

Observons tout d'abord les statistiques descriptives, pour lesquelles nous avons groupé toutes les réponses positives (tableau 30).

Tableau 30. Dans 'Manque' sont aussi comptabilisées les réponses 'Sans avis'.

	% Positif	Valide	Manque
Barrages hydroélectriques (pompage-turbinage)	92%	515	71
Plantation d'arbres (afforestation)	91%	546	40
Panneaux solaires (photovoltaïques)	86%	561	25
Parcs éoliens offshore (en mer)	76%	495	91
Captage du CO2 dans l'air (séquestration)	66%	402	184
Parcs éoliens (terrestres)	64%	514	72
Peinture des villes en blanc (modification de l'albédo)	57%	376	210
Electromobilité (voitures électriques)	34%	521	65
Centrales nucléaires	27%	548	38

La méfiance envers l'électromobilité, le nucléaire et, dans une moindre mesure, l'énergie éolienne, montre qu'on a affaire à un échantillon de la population certainement moins technophile que ses élites. En cela, il est curieux que cette méfiance ne se retrouve pas vis-à-vis des techniques de géoingénierie (captage de CO₂, afforestation et modification de l'albédo), également décriées voire davantage, comme on l'a vu au chapitre 5. L'enthousiasme vis-à-vis de l'afforestation est à ce titre des plus étranges, et peut s'expliquer par le fait que ces concepts ne sont pas encore entrés dans le langage courant.

Il n'est pas impossible que la question ait été mal comprise (notamment en le confondant avec le concept de *reforestation*).

Le nombre élevé de non-réponses pour ce qui est de la séquestration de CO₂ et de la modification de l'albédo est un élément supplémentaire de potentielle confusion, qui incite à la méfiance. Au vu de ce que la séquestration de CO₂ est la technique de géoingénierie la plus courante et citée dans les derniers rapports du GIEC, je décide de la laisser, et d'enlever les deux derniers items de la création de l'indice.

En outre, afin d'utiliser les nuances données par les justifications (adjectifs sélectionnés), nous nous servons des résultats des chapitres précédents pour donner du poids à celles que l'on peut plus nettement rattacher à l'Antinomie des moyens, c'est-à-dire se situant dans le ^RTechnique et, dans une moindre mesure, dans le ^REconomique. En outre, nous avons laissé 'neutre' les réponses 'sans avis', de sorte de ne pas « perdre » des individus de la construction de l'indice pour ce motif. Seules les personnes n'ayant pas *du tout* répondu à cette batterie de questions sont 'privées' de score sur l'indice de technocratie.

Encore des dilemmes moraux – Question 3.2

Il est intéressant d'ajouter à cet indice de technocratie deux items de la dernière batterie de questions d'opinion (Q3.2). Il s'agit de dilemmes moraux qui touchent pour certains à l'Antinomie des moyens, et pour certains à l'Antinomie du leadership. Si l'on compare la distribution de ces variables (tableau 32), on remarque qu'à l'exception du premier item, elles sont relativement polarisantes – elles seront donc plus « discriminantes » dans les indices en question.

Tableau 31

	Q3.2_1	Q3.2_2	Q3.2_3	Q3.2_4	Q3.2_5
	Les "petits gestes" que chacun peut faire pour le climat sont essentiels.	Les pays en développement devraient améliorer leur niveau de vie avant de penser à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.	La croissance économique est nécessaire pour pouvoir se passer des énergies fossiles.	La lutte contre le changement climatique est généralement plus efficace si elle est menée à un niveau local plutôt que par un gouvernement.	Quel que soit le mode de propulsion d'une voiture, il est absurde de déplacer une tonne de métal pour transporter 80kg de chair.
Valide	567	568	568	567	568
Manque	19	18	18	19	18
Q1	Plutôt oui	Plutôt non	Pas du tout	Plutôt non	Plutôt non
M	Tout à fait	Plutôt non	Plutôt non	Plutôt non	Plutôt oui
Q3	Tout à fait	Plutôt oui	'neutre'	Plutôt oui	Tout à fait

Les questions qui touchent à l'Antinomie des moyens sont les items 3 et 5. Ce dernier est clairement orienté vers la décroissance, puisqu'aux yeux des personnes qui répondent 'tout à fait', le problème est la *quantité d'énergie* induite par le déplacement, et non la *source* de l'énergie nécessaire. Quant au troisième item, il est orienté vers le volet économique,

dans un sens que les plus décroissants jugeront négativement (c'est pourquoi on retrouve le mot 'croissance'). Les autres items doivent être laissés à l'Antinomie du leadership ; on a donc la simple opposition suivante (tableau 32) :

Tableau 32

Vers la décroissance	Vers la technocratie
Quel que soit le mode de propulsion d'une voiture, il est absurde de déplacer une tonne de métal pour transporter 80kg de chair.	La croissance économique est nécessaire pour pouvoir se passer des énergies fossiles.

A travers les statistiques descriptives liées à ces deux questions, nous remarquons une fois de plus que l'hostilité à la décroissance que nous avons décrite au chapitre 9 est loin de se reporter sur les répondants.

En appliquant les mêmes pondérations que pour l'Antinomie des fins, nous obtenons un indice de technocratie qui s'inscrit le long d'une échelle de -22 à +22 (minimum : -13 et maximum : +16,5 ; moyenne = -0,44 ; écart-type = 5,60) (figure 71). La variable est légèrement étalée à droite (asymétrie = 0,190 ; Kurtosis = -0,469). Le fait que l'écart-type soit nettement moins élevé que celui de l'indice d'écocentrisme justifiera une standardisation en vue de la construction des groupes (section II).

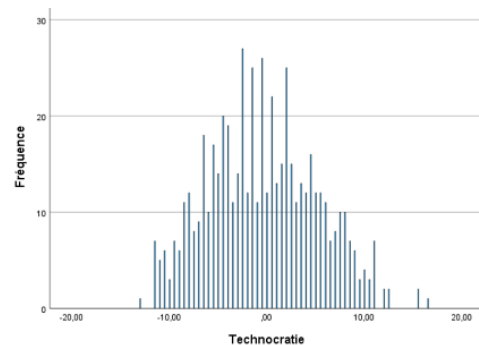


Figure 70. Distribution des répondants sur l'indice de technocratie (N = 560).

Indice de mondialisme (Antinomie du leadership)

Si l'Antinomie des fins sur penche sur la question 'quoi ?' et l'Antinomie des moyens sur la question 'comment ?', l'Antinomie du leadership répond assurément à la question 'qui ?'. Précisément, l'idéologie individualiste encourage les initiatives *individuelles* ou d'un groupe restreint. A l'inverse, les *mondialistes* jugent que les individus ne peuvent rien face à l'immensité du problème, et délèguent volontiers les responsabilités aux acteurs politiques fédéraux et aux lois englobantes, qui les délestent de toute responsabilité.

Nous commençons par reprendre les trois items que nous avons laissés de la question Q3.2. Tandis qu'il est clair que le premier et le quatrième tendent vers l'individualisme (on reconnaîtra les 'colibris' et l'approche 'polycentrée' d'E.Ostrom), le deuxième représente typiquement le Consensus de Schelling (ç5), que nous avons commenté en nous référant au mondialisme (tableau 33).

Tableau 33

Vers l'individualisme	Vers le mondialisme
Les "petits gestes" que chacun peut faire pour le climat sont essentiels.	Les pays en développement devraient améliorer leur niveau de vie avant de penser à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.
La lutte contre le changement climatique est généralement plus efficace si elle est menée à un niveau local plutôt que par un gouvernement.	

Préférences du leadership – Question Q3.3

Parmi les questions servant à la construction des indices, la question 3.3 est la seule pour laquelle la tâche qui incombait aux répondants était de *classer* des items par ordre de préférence. En l'occurrence, il s'agissait de déterminer lesquels, parmi les acteurs proposés, étaient jugés les plus importants en termes de 'responsabilité-leadership' dans la lutte contre le changement climatique. Les statistiques descriptives du tableau 35 doivent être lus comme la 'moyenne' de classement, sachant qu'un petit chiffre indique une forte responsabilité (puisque'il y a 7 items, 1 représente l'acteur prioritaire, et 7 l'acteur le moins prioritaire).

Tableau 34

Valide = 528 (Manque = 58)	Moyenne	Ecart-type
1 - Les industriels (entreprises)	3,05	1,82
2 - Les politiciens (niveau fédéral)	3,20	1,74
3 - Les scientifiques	3,56	1,89
4 - Les citoyens dans leur vie quotidienne	3,98	2,13
5 - Les politiciens (niveau local)	4,15	1,50
6 - Les diplomates (Accord de Paris, ...)	4,75	2,03
7 - Les militants	5,31	1,79

Nous avons ajouté l'information de l'écart-type pour indiquer quels items ont été sélectionnés de manière plus « compacte » que les autres. Aussi, nous remarquons que les deux dont l'éclatement est le plus grand est le 4^e et le 6^e, qui sont aussi justement ceux qui présentent une relation contraire sur l'indice de mondialisme. A l'inverse, les politiciens (niveau local) sont les moins discriminants, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il s'agisse là d'un item quelque peu ambigu (ils peuvent représenter à la fois l'autorité étatique et le localisme). Par précaution, nous ne gardons donc pas cet item pour la construction de l'indice.

Nous avons aussi prévu de sortir d'emblée les scientifiques du classement, puisque, comme nous l'avons fait valoir aux chapitres 3 et 7, les données scientifiques ne peuvent pas être classées sur une échelle morale. Enfin, un doute subsiste quant aux militants, selon qu'on considère les acteurs comme eux-mêmes partie prenante de la lutte contre le changement climatique, ou, au contraire, comme visant à actionner le levier politique à

grande échelle ; nous choisissons de les écarter. Il reste ainsi finalement quatre items « utiles », que nous confrontons sur l'échelle de mondialisme comme suit (tableau 35) :

Tableau 35

Vers l'individualisme	Vers le mondialisme
Les citoyens dans leur vie quotidienne	Les diplomates (Accord de Paris, ...)
Les industriels	Les politiciens (niveau fédéral)

Obstacles à la lutte – Question Q3.4

Nous arrivons déjà à la dernière question de la première partie (Q3.4), qui tente de faire le lien entre la responsabilité-faute et la responsabilité-leadership. La question est posée ainsi : « *Quels sont, selon vous, les obstacles à la lutte contre le changement climatique en Suisse ?* ». Le tableau 36 présente les statistiques descriptives (voir aussi le tableau des correspondances en annexe – £7).

Tableau 36

	Valide = 556 (Manque = 30)	Coché	% coché
1 – Les lobbies pétroliers font tout pour retarder les changements, car ils profitent de la situation actuelle.		228	41%
2 – Les politiciens ont une vision à court terme, alors que le problème doit se penser dans le long terme.		195	35%
3 – Les pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre (Chine, USA) ne montrent pas l'exemple.		193	35%
4 – Les citoyens n'ont pas envie de changer leurs habitudes.		148	27%
5 – Les générations responsables du problème ne sont pas celles qui en subiront les pires conséquences.		130	23%
6 – Les gens préfèrent penser à des sujets plus "terre à terre" et qui touchent directement à leur quotidien.		61	11%
7 – Le débat public est pollué par des fake news (climatosceptiques, théories du complot, ...).		42	8%
8 – Les citoyens manquent de connaissance sur le sujet.		40	7%
9 – Les stars et autres personnes influentes donnent un mauvais exemple avec leur train de vie démesuré.		40	7%
10 – La Suisse a trop peu de poids dans le monde.		27	5%

Nous constatons que l'item le plus souvent sélectionné est aussi celui qui vise expressément les entités dont les intérêts propres ('vested interests') vont à l'encontre du bien commun, et qui sont si puissants qu'ils parviennent à leurs fins (ç3). Cet item semble devenu aussi standard que le concept d'urgence climatique (on pourrait parler d' « effet Oreskes » en lien avec les 'marchands de doute') ; en outre, il s'agit exclusivement d'une responsabilité-faute (on peine à imaginer qu'une responsabilité-leadership attenante soit clairement définie et consensuelle). A ce titre, cet item doit être écarté de la construction de l'indice.

Les items 7 et 8 doivent aussi être éliminés, car ils font explicitement référence aux notions de connaissance et aux ‘scientifiques’, que nous avons également écartés à la question 3.3. Enfin, l’item 9 fait référence à des personnalités dont il est difficile de dire si l’objectif est d’influencer les individus ou les collectivités. Il reste donc six items principaux, que nous pouvons classer dans le tableau 37.

A noter que les deux derniers items ‘mondialistes’ du tableau 37 (n°3 et n°10) sont, on l’a vu, à la limite du cadre moral (ç3). Or, durant l’analyse qualitative, nous avons remarqué que les personnes qui usent de ces arguments sont souvent des ‘réfractaires’ (voir ç9, section II), par définition... individualistes. Il y a là, me semble-t-il, une incohérence dans le discours à prétendre à la fois que la Suisse est trop petite et qu’il faut axer sur une ‘responsabilité individuelle’ de la part des citoyens. En outre, le nombre de coches dépasse certainement le nombre de ‘réfractaires’ que nous trouverons dans l’échantillon. Aussi, je reste sur la théorie consistant à placer ces items vers le mondialisme (si on les coche, on assume que les individus n’ont pas de responsabilité à endosser).

Tableau 37

Vers l’individualisme	Vers le mondialisme
Les citoyens n’ont pas envie de changer leurs habitudes.	Les politiciens ont une vision à court terme, alors que le problème doit se penser dans le long terme.
Les gens préfèrent penser à des sujets plus ‘terre à terre’ et qui touchent directement à leur quotidien.	Les générations responsables du problème ne sont pas celles qui en subiront les pires conséquences.
	Les pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre (Chine, USA) ne montrent pas l’exemple.
	La Suisse a trop peu de poids dans le monde.

Cette troisième échelle court théoriquement de -27 à +23. Dans les données, le minimum (qui représente donc la personne la plus ‘individualiste’) est de -25, et le maximum de +23 (moyenne = -3,23 ; écart-type = 8,81). La symétrie est presque parfaite (-0,014) et on remarque un léger aplatissement (kurtosis = -0,564) (figure 72). Contrairement aux deux autres indices, la moyenne est relativement éloignée de l’origine. Cela est sans doute dû au ‘déséquilibre’ des items de la question Q3.2. N’oublions pas que nous n’avons aucune hypothèse quant au « centre de gravité » des différents indices, et que le fait que notre échantillon ne soit pas très représentatif de la population étudiée fait qu’on ne peut pas tirer de conclusions sur ce point.

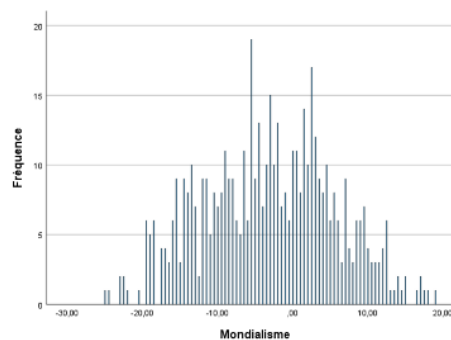


Figure 71. Distribution des répondants sur l’indice de mondialisme (N = 514).

Section II – Opérationnalisation des indices

Maintenant que nous sommes pourvus de trois échelles représentant les trois antinomies, nous sommes en mesure de nous attaquer aux deux questions que nous avons posées en début de chapitre, et que l'on peut reformuler comme suit :

- Combien de *camps* (types idéologiques) peut-on différencier ?
- Dans quelle mesure ces trois variables et les camps que nous construirons sont-ils des *prédicteurs* des préférences politiques ?

Contrôle de qualité des échelles

Avant toute chose, il faut 'faire connaissance' avec ces nouvelles variables – c'est-à-dire, s'assurer qu'elles représentent bel et bien ce que nous souhaitons (à savoir des *positionnements idéologiques* plus ou moins marqués). Nous ferons cette vérification en deux temps : d'une part, en nous servant d'une variable de 'contrôle', et d'autre part, en observant le lien que les indices ont entre eux (et avec les variables sociodémographiques).

Décisions politiques et actions sociales et agrégées (Q4.4)

La question 4.4 fait office de « contrôle », puisqu'il s'agit d'énoncés ayant trait à des opinions que pourraient, typiquement, défendre des partis politiques, mais qui ne font pas référence à une *décision collective* de lutte contre le changement climatique à proprement parler.³³⁸ Cette batterie de questions proposait de se positionner face à plusieurs actions militantes, de désobéissance civile, etc. En voici déjà les résultats descriptifs (tableau 38) :

Tableau 38. Le nombre élevé de réponses manquantes tient au placement de cette question (vers la fin).

	% Positif	Valide	Manque
1 - La fondation Solar Impulse recense plus de "1000 solutions technologiques" pour lutter contre le changement climatique.	92%	487	99
2 - Certaines personnes pratiquent le "flygskam", à savoir qu'ils boycottent l'usage de l'avion.	88%	480	106
3 - Par tirage au sort, des groupes de citoyens sont constitués, dont le but est de proposer des mesures [d'endiguement].	77%	445	141
4 - Guillermo Fernandez fait la grève de la faim devant le Palais Fédéral.	63%	486	100
5 - Des "zadistes" occupent le terrain d'une entreprise de cimenterie.	54%	459	127
6 - Certaines personnes se font stériliser pour limiter indirectement leur empreinte carbone.	39%	443	143
7 - Des activistes se collent les mains au bitume de l'autoroute.	28%	503	83

³³⁸ La question 4,3 est aussi une bonne candidate pour une telle vérification ; toutefois, elle me semble moins pertinente (voir en annexe pour un développement de ce point).

Il s'agissait, comme pour la question sur les technologies (Q2.2), de sélectionner un adjectif adéquat connoté positivement ou négativement. Les résultats présentent donc le pourcentage de personnes ayant coché un item connoté positivement. Ainsi, malgré le fait que, lors de la création de l'indice de technocratie, on avait relevé plusieurs tendances allant vers davantage de décroissance que chez les élites, l'item 1 et ses 'solutions' montre une tendance inverse, puisque très peu y sont réticents. Plus généralement, trois items devraient, d'après la théorie, être clairement « classifiables » : le n°1 (technocratie), le n°2 (individualisme) et le n°6 (écocentrisme). Voyons ce que nous disent les résultats statistiques (tableau 39).

Tableau 39. Régression logistique sur la probabilité de sélectionner un adjectif connoté positivement. Le nombre de signes répétés représentent le niveau de confiance : 1 = [90%-99%[; 2 = [99%-99,9%[; 3 = [99,9%. Un signe en grisé indique qu'on se situe à la limite de ces seuils.

	Impact des indices, variables de contrôle incluses			R ² (Nagelkerke) sans avec les indices	
	Ecocentrisme	Technocratie	Mondialisme		
1 – SolarImpulse 1000 solutions		++		5,7%	11,1%
7 – Dernière Rénovation « collage de mains »		---	+	17,5%	22,3%
5 – Zadistes colline du Mormont		---		35,1%	39,2%
4 – G.Fernandez grève de la faim	++		-	18,6%	22,8%
2 – Flygskam boycott de l'avion	+		-	13,4%	16,5%
3 – Assemblées citoyennes forums démocratiques		-		9,7%	11,7%
6 – Stérilisation empreinte indirecte	+			2,8%	4,8%

On remarque que ces résultats ne présentent aucune « anomalie » par rapport à nos attentes. Nous relevons en particulier les points suivants :

- Les oppositions les plus nettes se trouvent sur l'Antinomie des moyens.

C'est aussi ce qu'il nous semblait ressortir de la théorie (ç5), et qu'il nous a surpris de ne pas remarquer de façon plus nette lors de l'analyse autour de la loi CO₂ (ç9). Technocrates et décroissants s'opposent ainsi notamment sur les '1000 solutions', comme prévu, mais aussi sur les zadistes et les actions de désobéissance civile. A ce titre, il faut rappeler que nous « contrôlons » l'impact des variables sociodémographiques, à commencer par le positionnement politique. Il faut donc assumer que ces liens existent *en plus* des clivages politiques. Si l'on se méfiait du fait que l'Antinomie des moyens ne soit peut-être qu'une superposition du clivage gauche/droite, ces résultats sont rassurants.

- L'écocentrisme pousse visiblement à prendre des décisions qui vont intuitivement à l'encontre du bien-être humain.

C'est évident pour la grève de la faim et pour la stérilisation (que l'on peut lier à l'enjeu de la surpopulation), et c'est aussi vrai du côté 'hédoniste' des voyages en avion (voir ç9, section II). C'est une illustration du fait que cet indice a également été bien construit, puisque l'écocentrisme a été décrit comme l'idéologie selon laquelle les humains n'ont pas la prééminence sur Terre.

- L'Antinomie du leadership agit bel et bien sur le boycott de l'avion.

Certes, elle agit de façon un peu moins nette qu'espéré. Néanmoins, le lien va dans le sens attendu, car les plus individualistes sont aussi ceux qui jugent le plus positivement cette action. A noter que cette antinomie agit aussi sur le 'collage des mains' (qui est une initiative visiblement jugée 'mondialiste' (on se rappelle que le but du groupe Dernière rénovation est d'actionner le levier politique), ainsi que sur l'action du gréviste de la faim – de façon moins indubitable que l'écocentrisme.

On peut en tirer deux conclusions réjouissantes. D'une part, les indices vont globalement dans le sens attendu ; autrement dit, nous ne risquons pas de mal interpréter un résultat quant à une mesure de lutte contre le changement climatique (section III). Et d'autre part, le fait que l'un des trois ne « domine » pas l'explicativité va dans le sens de notre hypothèse de base, à savoir qu'une pluralité de justifications sont concurrentes.

Variables sociodémographiques et lien des indices entre eux

D'après notre théorie, nous soupçonnons fortement l'Antinomie des fins et celle des moyens d'être liées. En effet, nous avons vu qu'historiquement, l'écologie politique était une combinaison d'écocentrisme et de décroissance (ç8), que symbolise toujours, par exemple, la figure de P.Roch. En outre, il fallait se contorsionner intellectuellement pour imaginer comment un écocentriste pouvait aussi se montrer technocrates. En quelque sorte, les non-humains sont vus par les décroissants comme les victimes collatérales du développement technologiques lié au capitalisme industriel jugé dévastateur.

Mais nous avons aussi vu que les deux axes, philosophiquement, ne sont pas du tout superposables. A ce titre, le tableau 39 est prometteur, puisqu'il semble que ces deux indices n'agissent précisément pas *sur les mêmes items*. Enfin, nous n'avons pas d'attente particulière concernant le mondialisme ; nous avons notamment vu que l'individualisme pouvait tant provenir de 'colibris' que de 'réfractaires' misant sur la « responsabilité individuelle ».

Comme pour la vérification précédente, nous prenons ici en compte les variables sociodémographiques – dont nous profitons d'observer les effets sur les indices de façon séparée (tableau 40, p274). On voit que les variables qui influencent le positionnement sur l'une des échelle diffère selon l'échelle : l'âge et le positionnement politique pour l'écocentrisme (les plus écocentristes étant les plus jeunes et les plus à gauche) ; toutes les variables sauf l'âge pour la technocratie (avec un lien qui semble très solide d'avec le positionnement à droite de l'échiquier politique), et enfin, pour le mondialisme, l'âge et

l'habitat : les plus jeunes et les personnes vivant en région rurale sont également les plus individualistes.

Tableau 40. Régressions linéaires avec les indices comme variables dépendantes.

	Écocentrisme	Technocratie	Mondialisme
Femmes (réf. Hommes)		+	
Village (réf. Ville)		+	
Campagne (réf. Ville)		-	---
Age	--		---
Positionnement politique	--	+++	
<i>N</i>	481	499	470
<i>R</i> ²	4,7%	8,6%	6,2%

La combinaison des antinomies entre elles (É8) montre sans surprise que l'écocentrisme et la technocratie sont liés, et qu'ils le sont de façon *négative* – ces deux pôles idéologiques ne font pas bon ménage (autrement dit, un écocentriste affirmé aura aussi tendance à se montrer décroissant). Quant au mondialisme, il n'est pas expliqué par l'écocentrisme, mais en revanche, il est expliqué par la technocratie (sens positif). Cela signifie que plus les individus sont technocrates, plus ils ont aussi tendance à être mondialistes.

Relevons encore le fait que le positionnement politique ne semble pas influencer le mondialisme. Comme c'est le critère qui revient le plus souvent dans la littérature (voir chapitres antérieurs), nous pourrions tester d'éventuels effets d'*interaction* entre ces deux variables prédictives, lorsqu'il sera question de mesures de lutte (section III).

Création de groupes

Nous arrivons à notre dernière étape de création. Au chapitre 9 (section II), nous avons été amenés à faire l'hypothèse selon laquelle il y aurait cinq groupes plutôt que trois à se disputer les justifications des mesures de lutte contre le changement climatique. Nous supposons que ce nombre divise l'espace politique en « camps » reconnaissables. Nous demandons cette fois-ci au logiciel de regrouper les répondants en fonction de leur positionnement idéologique sur les trois axes idéologiques (figures 73 et 74).³³⁹

<i>N</i>	70	75	116	127	99
<i>Groupe</i>	G1	G2	G3	G4	G5
Écocentrisme	-0,47	-1,32	0,90	0,24	-0,05
Technocratie	0,98	-0,22	-0,55	-0,74	1,04
Mondialisme	-1,02	-0,12	-0,80	0,59	1,00

Figure 72. Score Z des cinq groupes sur les trois indices.

Les scores des cinq groupes (« camps ») que l'on obtient doivent se lire dans le « sens » des indices en question : ainsi, un score *positif* sur l'indice d'écocentrisme signifie que le

³³⁹ Selon une méthode de clustering de type K-means – voir par exemple A.Ikotun et al. (2023). Comme annoncé durant l'élaboration des indices, nous avons au préalable standardisé les trois variables concernées.

groupe est en moyenne plus écocentriste que les autres ; un score *négligé* (comme pour le groupe 2) signifie que ce groupe est très anthropocentriste. La figure 74 détaille la distribution des individus dans chacun des cinq groupes.

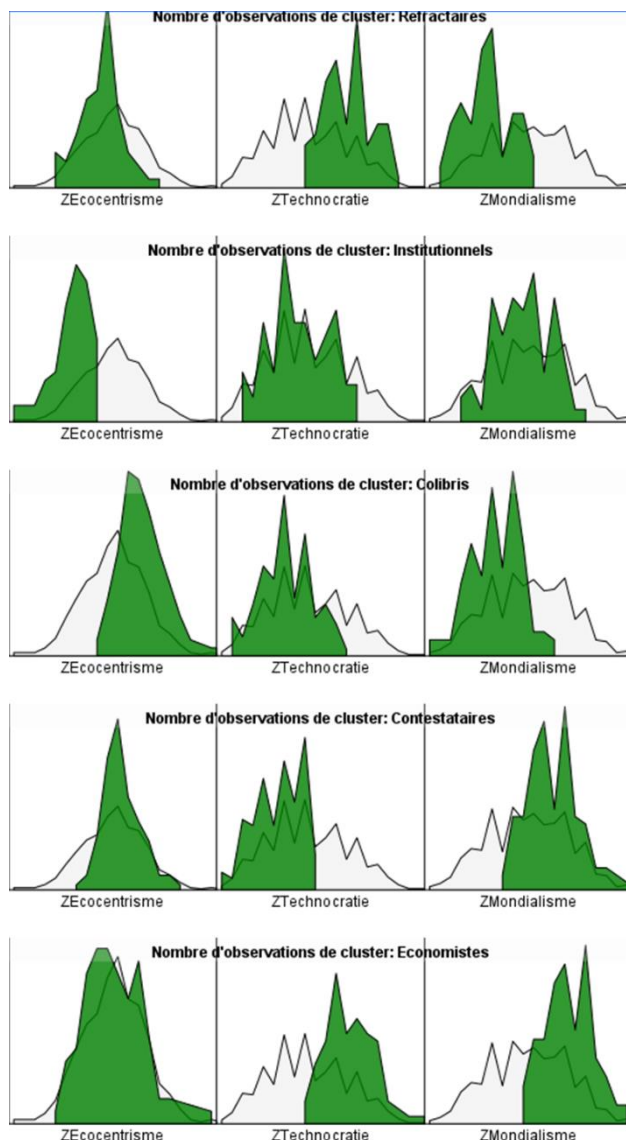


Figure 73. Distribution des groupes selon les indices.

➤ Le premier groupe est clairement celui des « Réfractaires », qui se caractérisent par une position technocrate et individualiste. Ce groupe s'est sûrement prononcé massivement contre la révision de la loi CO₂.

➤ Le deuxième pourrait être appelé « Human first », tant l'aspect anthropocentriste ressort. Il remplace le groupe 'institutionnel' de notre typologie heuristique (ç9).

➤ Le troisième représente les « Colibris », écocentristes, plutôt décroissants et individualistes : on retrouve le slogan 'think globally, act locally'.

➤ Le quatrième convoque clairement la décroissance, mais contrairement aux colibris, ils sont aussi mondialistes. C'est ici que se situent les militants et, plus généralement, le groupe « Contestataire ».

➤ Enfin, ce dernier groupe est celui que nous avons appelé « Economistes », qui est profilé du côté technocrate et mondialiste.

Il va sans dire que cette classification dépasse nos attentes. Presque tous les groupes décrits au chapitre 9 sont précisément « retrouvés » par le logiciel. En particulier, les Antinomies des moyens et du leadership présentent quatre profils que tout oppose. L'Antinomie des fins est peut-être celle qui est le moins bien décrit, les 'colibris' étant surtout écocentristes, et les anthropocentristes 'human first' était un groupe que nous n'avions pas forcément prévu qu'il apparaisse si nettement.

Malgré tout, il faudra garder à l'esprit que l'analyse en termes de groupes garde un caractère exploratoire ; il faudrait davantage d'études de ces axes idéologiques pour être certain qu'ils sont correctement définis.

Nous pouvons tout de même procéder à une vérification rapide de ce que nous postulons, *via* la confrontation de nos cinq « camps » aux variables sociodémographiques. Cette confrontation aboutit à un résultat peu marqué pour le sexe et pour le lieu d'habitation (£9 – £10), ce qui correspond à ce que nous avons déjà trouvé pour les indices. Quant au prédicteur de l'âge, il va exactement dans le sens attendu, à savoir que la moyenne d'âge du groupe des contestataires (parmi lesquels on retrouve notamment les militants) est la plus faible, et celle des 'human first' et des 'réfractaires' est la plus élevée (tableau 41).

Tableau 41. Dans les deux cas, la p-valeur est inférieure à 0,001.

	N	Moyenne d'âge	Positionnement gauche/droite
Réfractaires	67	52,2	4,79
Human-first	74	52,7	4,73
Colibris	108	49,9	4,14
Contestataires	109	42,3	3,44
Economistes	91	44,8	4,67

Le test des opinions politiques est absolument éloquent. En effet, non seulement on y trouve un lien, mais ce lien correspond en tout point à nos attentes. Ainsi, le groupe des contestataires est nettement le plus marqué à gauche, et celui des réfractaires est nettement le plus marqué à droite. Or, les premiers avaient été qualifiés de 'non de gauche' durant la campagne (ç9), et les seconds de 'non de droite'. Les 'colibris', qui sont les deuxièmes plus à gauche, étaient l'apanage de la gauche institutionnelle (il s'agit notamment des écologistes 'historiques'), tandis que les 'économistes' sont relativement à droite de l'échantillon.

Nous retrouvons un aspect déjà croisé plus haut, à savoir que nous avons une surreprésentation de personnes « de gauche » dans notre échantillon : comme dit plus haut, le groupe des 'réfractaires' est censé être plus nombreux (ayant fait « couler » la loi CO₂). On peut spéculer sur le fait que c'est particulièrement dans ce groupe qu'il y a eu des abandons en cours de réponse à l'enquête, voir qu'ils ont été proportionnellement moins nombreux à recevoir l'enquête (biais de sélection).

Terminons cette section sur une note colorée (figure 75, p277). La figure en haut à gauche (écocentrisme / technocratie) montre qu'il y a un lien entre les deux premières antinomies, puisque le nuage de point semble « penché » (de haut à gauche vers le bas à droite). Il est donc peu probable d'avoir à *la fois* un score élevé sur l'indice d'écocentrisme et sur l'indice de technocratie – ce qui corrobore ce qu'on a dit plus haut.

A noter que lorsqu'on regarde dans les détails, on se rend compte qu'il y a un point 'dissident' aux coordonnées 32,5 : 10. Nous avons vérifié les réponses atypiques de cet individu dans le questionnaire, de sorte de ne pouvoir l'enlever s'il présentait des réponses douteuses. En l'occurrence, rien ne semble suspect, et nous le conservons donc pour la suite

des analyses³⁴⁰; il s'agit probablement d'un individu au profil réellement atypique (écocentriste et technocrate). Ces deux échelles sont suffisantes pour définir le groupe 'Human first' (points rouges).

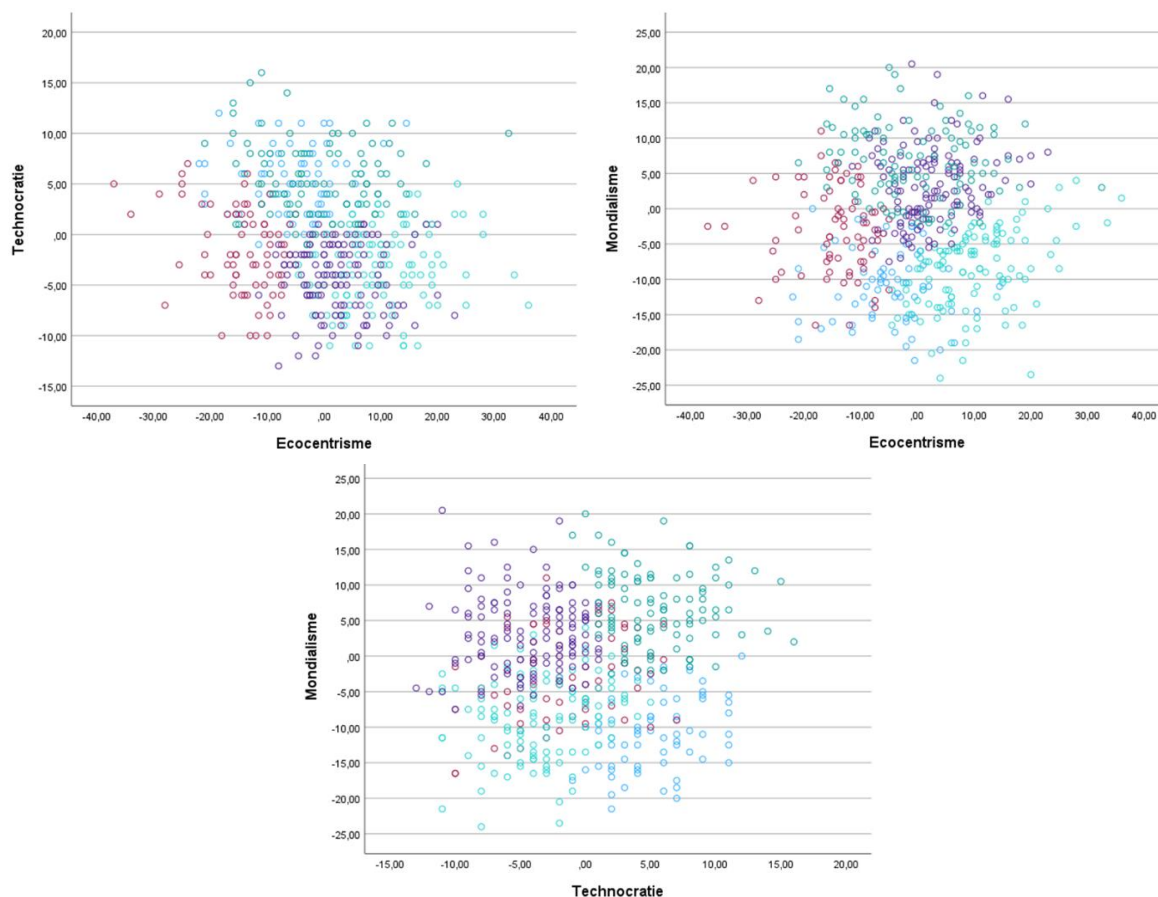


Figure 74. Les points de couleurs représentent les groupes. Il faut imaginer que ces trois nuages de points en sont en fait un seul, mais en trois dimensions. Pour retrouver un groupe, il faut donc regarder les trois images consécutivement (par exemple, les points violets se distinguent sur l'axe de la technocratie (scores faibles) et du mondialisme (score élevé), mais pas sur l'écocentrisme. Il s'agit donc des 'contestataires').

Le lien entre écocentrisme et mondialisme (en haut à droite) montre que c'est sur ces deux échelles que se distinguent le groupe turquoise (les 'Colibris'). Pour les trois autres groupes, il vaut mieux observer le graphique du bas (technocratie et mondialisme) : on pourrait presque dire que chaque 'coin' a « son » groupe, ce qui signifie que ces deux antinomies devraient souvent jouer les premiers rôles. Il s'agit d'une confirmation de nos résultats du chapitre 9 : l'Antinomie des fins semble bel et bien 'en retrait', comme si le climat n'était finalement pas considéré comme un enjeu environnemental « typique ». Bien sûr, il s'agit là d'une conclusion intermédiaire. Quoi qu'il en soit, cette visualisation dans notre espace tridimensionnel fait ressortir le fait que chacune de ces trois dimensions est importante dans la définition des groupes. Il s'agit là d'un résultat prometteur, qui va dans le sens de la première hypothèse (voir au début du chapitre). Par ailleurs, le fait que ces cinq « camps » se distinguent les uns des autres est une réponse directe à la deuxième hypothèse.

³⁴⁰ Par précaution, nous avons fait 'tourner' les analyses de la section III sans cet individu. Les résultats ne changent pas.

Section III – Utilisation des indices

Cette troisième et dernière section est séparée en deux parties. La première traite la question des mesures de lutte et de leur connotation (Q4.2), et la deuxième s'intéresse aux préférences, sous forme de classement (Q4.1).

Des mesures controversées

Nous choisissons, par précaution, de ne pas aller plus loin avec les groupes, puisqu'il s'agit de variables « transformées ». Les prédicteurs pour l'appréciation (oui/non) des mesures sont donc les trois indices (écocentrisme / technocratie / mondialisme), auxquels nous ajoutons bien sûr les variables sociodémographiques de 'contrôle'.

Appréciation des mesures – Question Q4.2

Comme de coutume, nous commençons par recoder les variables d'après les connotations (positives ou négatives) des réponses. Voici les résultats descriptifs (tableau 42) :

Tableau 42

	% Positif	Valide	Manque
Subventionner certaines actions (installation de panneaux solaires, rénovation du logement, ...).	94%	530	56
Développer les transports publics dans les régions périphériques.	91%	530	56
Dédier une heure par semaine aux sciences du climat au cycle 3 (12-15 ans).	88%	503	83
Augmenter les investissements dans la recherche technologique.	83%	507	79
Etiqueter les produits des supermarchés selon leur empreinte carbone.	79%	509	77
Inciter au changement de comportements par des "challenges" (ex. "bike to work").	75%	468	118
Instaurer des taxes incitatives (avion, essence, ...).	59%	512	74
Interdire certains usages (type de chauffage, de véhicule, ...).	55%	519	67
Interdire la publicité pour les objets de consommation non essentiels.	54%	493	93
Décréter un moratoire sur les accords de libre-échange.	48%	280	306
Généraliser les marchés du carbone ("cap and trade").	44%	243	343
Définir des quotas individuels d'émissions de gaz à effet de serre.	42%	495	91

Nous voyons que la plupart des individus qui ont rempli le questionnaire jusque-là se montrent plutôt favorables à la plupart des mesures. Par ailleurs, comme on l'a vu

précédemment avec la géoingénierie, les individus ne semblent pas très bien connaître certains enjeux : en particulier, les conséquences environnementales des accords de libre-échange ou du développement des marchés du carbone ont été laissées vides par plus de la moitié des répondants. Comme nous travaillons mesure par mesure, nous choisissons de garder ces items, mais devons faire attention à ne pas surinterpréter les résultats.

Ce qui nous intéresse est de comprendre dans quelle mesure le positionnement idéologique sur l'une ou sur l'autre des axes antinomiques influence l'affinité pour ces mesures, dans une optique de lutte contre le changement climatique (le thème était rappelé à plusieurs reprises au cours de l'enquête). Si les idéologies sont bien construites, nous devrions comprendre *lesquelles* poussent vers *quelles* préférences (tableau 43).

Tableau 43. Nous avons enlevé du tableau les deux items qui ne présentaient pas de clivages significatifs sur au moins une des trois antinomies, à savoir le développement des transports publics et le moratoire sur les accords de libre-échange. Le premier peut s'expliquer par un large soutien de toute part, et le second par le fait que le nombre de non-réponses était particulièrement élevé.

	Impact des indices, variables de contrôle incluses			R ² (Nagelkerke) sans avec les indices	
	Ecocentrisme	Technocratie	Mondialisme		
Interdiction publicité	++	---	+	9,3%	16,4%
Quotas individuels d'émissions	++	--		2,6%	9,4%
Normes de production et interdictions	++	--		5,8%	10,9%
Marchés du carbone (cap&trade)	-			7,8%	12,8%
Subventions rénovations, panneaux solaires etc.		++		7,0%	11,9%
Taxes incitatives		--	-	15,4%	19,3%
Investissements recherche technologique		+		16,9%	20,0%
Nudging – challenges (p.ex. 'bike to work')			--	3,6%	6,0%
Etiquetage supermarchés	+			7,7%	9,7%
Education aux sciences du climat			-	2,6%	3,8%

Des résultats concluants

Ce tableau répond en grande partie à la première question en en-tête de ce chapitre. En effet, si tous les items avaient présenté une évolution semblable, nous aurions dû rejeter notre hypothèse et assumer que nous ne pouvons pas montrer une pluridimensionnalité des mesures. Il y a ici trois éléments qui vont au contraire dans le sens de notre hypothèse.

- Les constellations varient au gré des énoncés.

Dit autrement, les trois axes n'influencent pas l'opinion des individus quant aux *mêmes* mesures. Cela signifie que les promoteurs d'une mesure ne se mettront pas toujours les mêmes personnes à dos. Parmi les exemples proposés, seule l'interdiction de la publicité pour les objets de consommation énergivores risque de fâcher à *la fois* les moins écocentristes, les moins décroissants et les plus individualistes.

Par ailleurs, chaque antinomie présente au moins un item³⁴¹ qui explique *seul* (c'est-à-dire indépendamment des autres et des variables sociodémographiques) la préférence pour une mesure. Sur l'Antinomie des fins, il s'agit de l'étiquetage des produits en fonction de leur empreinte carbone, ainsi que le développement des marchés carbone (les plus écocentristes étant cette fois-ci les moins enthousiastes à cette idée, ce qui va dans le sens attendu, les marchés étant par définition des artefacts humains). Pour l'Antinomie des moyens, sans surprise, ce sont les subventions et les investissements dans la recherche desquels les décroissants sont le plus méfiants. Et pour l'Antinomie du leadership, ce sont les techniques de 'nudging' et l'éducation qui sont encouragées par les plus individualistes. Même si le niveau d'explicativité reste modeste, tous ces résultats vont dans le sens attendu.

- L'Antinomie des fins et celle des moyens marchent toujours en sens inverse.

Cela confirme une nouvelle fois qu'écocentrisme et technocratie ne font pas bon ménage. Le souci des non-humains va souvent de pair avec une méfiance vis-à-vis du capitalisme industriel. Ce phénomène s'observe – et de façon particulièrement marquée – pour les quotas individuels et les normes de production, à savoir les mesures que l'on pourrait appeler *restrictives* ou *coercitives*. Visiblement, les plus décroissants et écocentristes, *qu'ils soient plutôt individualistes ou mondialistes*, sont moins défavorables à ces mesures-là.

A ce titre, il ne faut pas oublier que nous contrôlons la variable liée au positionnement politique. L'explication du lien entre ces deux variables est donc à chercher *en dehors* du clivage gauche/droite. Cela confirme notamment que, comme nous l'avons relevé au chapitre 9, la politique fédérale est très marquée du côté de la technocratie, et les partis de gauche (hormis la gauche radicale) se montrent souvent favorables au développement technologique, ainsi qu'aux idées de 'progrès' et de 'transition énergétique'.

- Les technocrates s'allient tantôt aux individualistes, et tantôt aux mondialistes.

Voilà encore une illustration du fait que les multiples dimensions de notre modèle sont utiles à la compréhension des clivages. Ainsi, l'interdiction de la publicité est plutôt appréciée par les plus mondialistes, tandis que les taxes incitatives sont plutôt appréciées par les plus individualistes ; or, ces deux types de mesures sont rejetées par la technocratie.

Le cas des taxes est particulièrement intéressant, puisque nous avons vu dans les débats que les 'réfractaires', sensiblement individualistes, rejetaient les taxes, de même que les

³⁴¹ Et ce, parmi le faible nombre proposé – n'oublions pas qu'il existe théoriquement une infinité de mesures imaginables !

‘contestataires’, résolument mondialistes. Nous avons discuté le fait qu’elles pouvaient être acceptées soit par les ‘économistes’ mondialistes, soit par les ‘colibris’ individualistes. Ici, on voit que pour la population interrogée, les taxes semblent davantage un moyen de *responsabiliser* les individus qu’un pur outil économique dont le but serait d’internaliser les externalités. Ce résultat mériterait d’être développé dans de futures analyses.

Comme dit plus haut, il vaut la peine de vérifier ce qu’il en est du prédicteur du mondialisme lorsqu’on teste l’interaction d’avec l’orientation politique³⁴² – variable qui, on le rappelle, n’y est pas liée dans son ensemble. On constate alors de légères différences avec le tableau 44 : l’interaction est positive avec le développement des transports publics et le nudging, et négative dans le cas de l’étiquetage (labelling) et l’éducation. Ces deux derniers items sont donc plus appréciés par les mondialistes *de droite*, et les deux premiers par les mondialistes *de gauche*.

Note sur les justifications

Les adjectifs à choix – justifications – étaient censés être des *contraires*. L’objectif était de pouvoir faire ressortir des dissensus essentiellement *axiologiques* : les fameuses *concessions* dont il a beaucoup été question à la section II du chapitre 9. Cela devait être le moment le plus détaillé de l’analyse. N’y allons pas par quatre chemins : deux éléments refroidissent un peu nos ardeurs. Premièrement, le nombre de répondants n’est pas suffisant pour s’attaquer à ce genre d’approfondissement (ou le nombre d’items à choix était trop élevé). En outre, malgré une grande réflexion préalable, le choix des mots n’était pas le bon, certains répondants ne voyant pas la différence entre certains items.

En guise d’aperçu de ce qu’aurait pu être une analyse plus approfondie, observons la figure 76. Nous pouvons y relever que certains items semblent clairement relever de dissensions purement idéologiques : c’est le cas lorsque des contraires ont été sélectionnés (items entourés). En revanche, pour les autres, il pourrait plutôt s’agir de *concessions* de la part des différents acteurs. L’exemple le plus net que nous ayons à disposition concerne le développement des transports publics : il semble en effet relativement consensuel qu’il

	Contraignant	Contre-produ	Coûteux	Injuste	Inutile		Nécessaire	Justifié	Rentable	Equitable	Ambitieux (e)
TP	-1,88	-2,90	14,13	-3,01	-2,61	TP	8,63	-6,77	-1,97	1,14	-2,34
Libre-échange	-1,10	5,82	-2,47	-3,15	0,20	Libre-échange	-1,35	0,84	-1,37	1,75	0,42
Stoppub	-2,80	1,11	-3,97	-1,82	5,52	Stoppub	-2,45	2,56	-3,44	-1,86	3,04
Labels	-1,30	-2,46	-0,18	-4,36	6,70	Labels	-2,29	2,89	-3,70	1,32	0,64
Cap&Trade	-4,57	5,69	-1,38	1,00	-0,56	Cap&Trade	-2,90	0,78	0,47	0,91	1,98
R&D	-4,49	1,84	12,14	-4,12	-2,09	R&D	3,28	-1,08	5,69	-4,58	-3,37
Quotas	7,23	-2,19	-3,39	2,47	-4,35	Quotas	-5,66	-1,35	-2,27	8,26	5,29
Nudging	-2,40	-2,72	-3,46	-3,14	9,03	Nudging	-7,62	1,07	3,39	-1,28	7,44
Taxes	0,50	-0,64	-2,27	7,38	-4,23	Taxes	-0,37	3,08	-1,14	3,29	-4,71
Subventions	-2,51	-2,17	12,26	-2,42	-1,93	Subventions	2,41	-2,78	5,84	-0,11	-2,91
Interdictions	8,01	-2,68	-2,73	5,74	-7,61	Interdictions	0,47	2,46	-0,93	-2,05	-1,90
Education	-3,27	0,29	-1,32	-3,10	5,92	Education	2,50	0,64	-2,55	-3,63	-0,42

Figure 75. Les ‘contraires’ les plus évidents donnent lieu à des controverses essentiellement idéologiques.

³⁴² A ce titre, notons qu’E.Keith Smith et L.Hempel (2022) suggèrent un effet d’interaction, précisément, entre les valeurs humaines (selon la typologie de S.Schwarz – ç4) et l’orientation politique.

s'agisse à *la fois* d'une mesure 'nécessaire' et 'coûteuse'. Les deux qualificatifs cohabitent en paix.

Une fois encore, le faible nombre de réponses par item fait que nous nous devons de prendre ces résultats avec une grande précaution. Mais il nous semble utile de montrer dans quelle mesure de futures analyses pourraient gagner à développer – notamment pour ce qui est des sujets environnementaux – ce mode de questions qui, à ma connaissance, demeurent introuvables dans la littérature scientifique.

Des préférences... consensuelles

La dernière étape de notre plongée dans les méandres des chiffres s'arrête sur la seule question que nous n'avons pas encore traitée : la question Q4.1. Celle-ci proposait aux répondants de *classer* sept items par ordre de préférence. Nous pouvons supposer qu'en fonction des préférences idéologiques, certaines mesures seront vues d'un meilleur œil *que d'autres* en cas de choix obligatoire.

Classement des priorités – Question Q4.1

Nous avons déjà croisé une question similaire (Q3.3) dans l'élaboration des indices : il s'agit d'un classement de 1 à 7, où un *petit* chiffre symbolise une priorisation (1 = mesure prioritaire ; 7 = mesure non prioritaire). Voici déjà les résultats descriptifs (tableau 44) :

Tableau 44

Valide = 526 (Manque = 60)	Moyenne	Ecart-type
1 – Densification du réseau de transports publics	2,14	1,48
2 – Interdiction des vols Zürich-Genève	3,27	1,98
3 – Centres-villes interdits aux voitures	3,88	1,81
4 – Taxe de 50.- sur les billets d'avion	4,12	1,77
5 – Limitation à 100km/h sur les autoroutes	4,56	1,68
6 – Taxe de 10ct par litre d'essence	5,00	1,67
7 – Subvention à l'achat d'une voiture électrique	5,04	1,86

La surprise provient du dernier item, qui touche aux subventions. En effet, nous avons vu qu'il s'agissait d'une mesure politique assez courante, et celles-ci étaient largement plébiscitées lorsqu'il s'agissait de mesures (Q4.2). Mais si l'on s'attache à la *fin* de la proposition, il se trouve que ce résultat fait écho à l'impopularité des voitures électriques parmi nos répondants, que nous avons déjà constatée lors de la construction de l'indice de technocratie – à ce titre, il faut noter que l'analyse des justifications (£11) montrait que ce n'était pas le *prix* qui rebutait le plus souvent les répondants, mais le côté *hasardeux* (et donc, clairement anti-technocrate). Il faut donc interpréter cette méfiance envers l'item 7 comme une insistance sur le terme 'voiture électrique' et non 'subvention'.

On peut aussi relever que, comme attendu, la taxe sur l'essence (item 6) est nettement plus impopulaire que celle sur les *billets d'avion* (item 4). Cela fait écho au résultat du chapitre 9, selon lequel les partisans à la révision de la loi (dont A.Thorens) mettaient clairement en

avant l'argument selon lequel les avions sont 'consommés' principalement par les plus riches (le montant était même inférieur (30.-) à celui proposé dans cette enquête). A l'inverse, les opposants mettaient en avant l'injustice portée par l'augmentation du prix de l'essence, qui allait, on s'en souvient, créer deux 'catégories de population'.

Enfin, il faut encore dire que globalement, le développement des transports publics semble être largement plébiscité (l'écart-type de cet item est par ailleurs le plus faible). Tout comme pour les mesures (question Q4.2), on voit qu'il n'y a pas vraiment d'angle *idéologique* d'attaque pour dévaloriser cette mesure (si l'on excepte l'effet d'interaction mentionné plus haut).

Des divergences marginales

Pour finir et observer ce qui se passe en fonction des préférences idéologiques, l'idée est de *comparer* les items deux à deux. On pourra ainsi observer d'éventuelles nuances dans la hiérarchisation de ces items en fonction de critères idéologiques. Chaque item étant en « compétition » avec chaque autre, il y a en tout 21 'duels' possibles.

La conclusion principale de cette analyse est que les différences sont relativement faibles (£12). Je pense que cela provient du fait que la hiérarchie était trop « évidente » aux yeux de la plupart des répondants. Cette supposition vient du fait que même les variables sociodémographiques sont la plupart du temps non significatives. En creusant un peu, on tombe néanmoins sur deux résultats intéressants.

- Il y a un item pour lequel l'Antinomie des moyens se détache systématiquement – et de façon spectaculaire.

Sans surprise, il s'agit de la subvention à l'électromobilité. Plus les individus sont technocrates, plus ils placent cet item haut dans leur liste de priorités – et ce, *quel que soit* l'item en 'duel' contre lui. On y voit un enthousiasme pour l'électromobilité en général, dont on peut donc confirmer qu'elle est fortement corrélée à la technocratie.

Ce résultat n'a pas vocation à surprendre, mais on peut mettre en relief le fait qu'il s'agisse d'un des seuls items sur lequel la hiérarchisation des préférences dépend fortement de l'une des antinomies. Cela confirme en quelque sorte qu'il n'y a pas besoin d'être *très* décroissant pour être contre l'électrification de la mobilité, au contraire du développement, par exemple, de l'énergie solaire.

- Il y a un item pour lequel l'Antinomie des fins se détache quasi-systématiquement.

Il s'agit de l'interdiction des vols entre Genève et Zürich. Même si cette relation est moins spectaculaire que l'électromobilité pour les technocrates, cette régularité dans les réponses est notable, et n'est certainement pas due au hasard : les plus écocentristes sont donc les plus fervents défenseurs de cette mesure par ailleurs relativement populaire.

Ce résultat est intéressant à tout point de vue, puisque, d'une part, on pouvait s'interroger sur l'antinomie la plus à même de créer des différences sur les mesures *coercitives* telles que celle-ci. Nous n'aurons pas eu beaucoup l'occasion de développer le fait qu'il y a des types de mesures, mais cela fait peu de doutes. Une question qui nous mènerait trop loin, mais qui ne serait pas dépourvue d'intérêt, serait de comprendre dans quelle mesure les antinomies peuvent prédire si un « type » de mesures est plus ou moins bien acceptée (encore faudrait-il savoir ce qu'on entend, par exemple, par mesures 'coercitives', et pourquoi les centres-villes piétons ou la limitation autoroutière, en l'occurrence, ne réagissent pas de la même manière que l'interdiction des vols). Mais on l'a dit : tout cela nous mène trop loin (voir l'analyse factorielle à partir des items de la questions Q4.2 – £13 – et notre discussion en conclusion).

Relevons pour finir que nous nous attendions à davantage de divergences au sein de ces 'duels'. Si les résultats très cohérents avec notre théorie, ils restent ainsi modestes malgré tout (qu'en est-il des taxes par rapport aux interdictions ; etc.). De plus amples enquêtes, avec des items moins 'faciles' à hiérarchiser, nous donneraient peut-être des clés de lecture complémentaires sur ce point.

Forces et limites de l'enquête

Essayons de récapituler brièvement les informations que nous ont livrés les nombreux tableaux que nous avons croisés. D'une part, nous aimerions revenir sur les questions et les hypothèses que nous avons formulées au début de ce chapitre ; et d'autre part, nous souhaitons avancer quelques limites à cette enquête quantitative qui sont autant de pistes de réflexion pour l'avenir.

Retour sur les hypothèses

L'hypothèse principale, qui pourrait aussi devenir la thèse principale de ce travail, a largement été illustrée, à savoir qu'il est possible d'être beaucoup plus précis pour expliquer les prises de position partisane qu'en utilisant un axe unique, y compris l'échelle gauche/droite. Cela s'est illustré en voyant que, à chaque fois qu'on était face à une analyse avec trois indices comme prédicteurs, les oppositions se faisaient et se défaisaient de manière qui aurait pu paraître désordonnée à qui n'aurait pas disposé de notre modèle : tantôt, c'est l'une des trois antinomies qui explique le mieux la préférence ; tantôt, c'est une combinaison de deux d'entre elles, voire – dans de rares cas – des trois.

En termes de politiques publiques, cela signifie très concrètement qu'en fonction de la mesure proposée, les fronts seront susceptibles de se former de différentes manières. A ce titre, la loi CO₂ était particulièrement complexe, et nous espérons avoir pu apporter un regard novateur sur les divergences qui se sont inmanquablement combinées. Au pire, certains sujets risquent de s'attirer les foudres provenant de trois fronts différents. A l'inverse, certaines propositions ne semblent pas être très clivantes, ou alors sur une échelle unique (et peut-être plus facilement prévisible).

La seconde hypothèse concernait le nombre de « camps » qui s'affrontent dans la lutte contre le changement climatique. En passant de 3 à 5, nous nous sommes rendus compte que ces camps pouvaient, en tout cas potentiellement, constituer des alliances de circonstance en fonction des sujets. Nous n'avons pas souhaité trop approfondir les analyses en la matière, puisque la création de ces groupes se voulait avant tout exploratoire, mais il s'agit clairement d'une hypothèse à creuser à l'avenir. En particulier, les Antinomies des moyens et du leadership donnent presque à elles seules quatre idéaux-types (« camps ») ; l'Antinomie des fins sépare très clairement deux camps ('Human first' et 'Colibris'), mais trois autres ne semblent pas considérer qu'il s'agisse d'un thème sur lequel il faille se positionner. Ce résultat peut être surprenant eu égard à la qualification que nous avons fait du climat parmi les problèmes environnementaux, mais va exactement dans le même sens que ce que nous avons trouvé de manière qualitative (ç9).

Enfin, nous avons pris soin de nous distancier des clivages partisans habituels, les cinq groupes étant relativement hybrides (il faudrait là encore avoir davantage de données quant à l'appartenance partisane des répondants). Nous voyons qu'il y a bien quelque chose de « plus » que ces divergences-là dans les thématiques environnementales – ou en tout cas dans la lutte contre le changement climatique.

Le regret concerne l'accès proprement dit aux justifications, et donc aux *concessions*, qui nous a passablement été bloqué. Nous avons pensé contourner ce problème (que nous savions latent par le simple fait que l'analyse est quantitative) par l'élaboration des justifications « adjectivales », mais nous nous sommes heurtés au problème, soulevé plus haut, du manque d'effectifs. Aussi, il nous est difficile de confirmer ou d'infirmer le fait que les contestations (idéologiques) s'observent par la hiérarchisation d'un même registre de valeurs inversement connoté.

Difficultés et limites inhérentes

Plus globalement, nous ne cachons pas qu'il y a plusieurs limites à cette analyse. La première concerne l'échantillonnage. Comme dit précédemment, il était impossible de toucher tous les groupes de la population. Il est probable que les personnes les moins insérées socialement soient aussi celles qui n'aient pas reçu l'enquête (dans les faits, les personnes en âge d'être actif mais qui n'ont ni un emploi, ni ne sont engagées dans une association, n'avaient quasiment aucune chance de recevoir le questionnaire). Par rapport à la population-cible, il y a donc certainement une surreprésentation de personnes dont le capital social et culturel est élevé.

Par ailleurs, du fait que le thème proposé figurait clairement dans l'e-mail explicatif, certaines personnes ont sans doute préféré ne pas se donner la peine de s'exprimer. Bien sûr, il s'agissait d'une volonté délibérée de filtrer le scepticisme. Mais je ne peux pas exclure que certaines personnes se soient détournées de l'enquête par simple manque d'intérêt pour la problématique ; au contraire, les personnes qui ont répondu sont certainement celles qui sont intéressées, ou en tout cas familières avec les enjeux climatiques. En effet,

accepter de donner une vingtaine de minutes de son temps au sujet du climat va sans doute moins de soi dans le groupe des 'réfractaires' que dans les autres groupes ; ainsi, ce groupe était peu fourni, alors que, comme on l'a vu, ce sont eux qui étaient largement majoritaires dans le camp du non à la loi CO₂.

Nous avons ainsi affaire à une sous-population assez spécifique, plutôt de gauche, et dont la principale caractéristique était d'être potentiellement intéressée à la thématique du climat. Nous avons pu limiter ce biais en prenant en compte les variables sociodémographiques (et notamment le positionnement sur l'échelle gauche/droite, mais nous n'avons pas eu accès à toutes les variables sociodémographiques qui auraient pu être pertinentes, comme le revenu (K.Ingold et M.Fischer 2014 ; H.B.Enzler *et al.* 2019) ou la formation.³⁴³ Nous n'avons pas non plus traité la question du positionnement quant à la loi CO₂ qui, couplée aux 'camps', aurait pu nous aider à comprendre si les noms avaient été judicieusement élaborés.

La conséquence méthodologique des biais de représentativité de l'échantillonnage est assez triviale : il est impossible de tirer des inférences à partir des données descriptives (par exemple, nous ne pouvons pas estimer le taux de personnes favorables à la géoingénierie en Suisse romande), et ce, même si nous avons constaté une assez forte concordance d'avec l'enquête de l'*European Social Survey*. Aussi, le poids relatif de chacun des camps, par exemple, est impossible à généraliser. Cependant, ce défaut n'a finalement pas eu beaucoup d'incidences sur les analyses. Par exemple, *si* on a une vision écocentriste du changement climatique, *alors* on est davantage enclin à accepter une restriction des vols nationaux. Dans les exemples comme celui-ci, qui nous ont servi de conclusions, rien ne nous laisse supposer que *si* les personnes qui se sont abstenues avaient répondu, *alors* le lien entre ces deux variables aurait été différent. C'est pourquoi nous n'avons pas de raisons de penser que le défaut inhérent à l'échantillonnage péjore les conclusions que nous en avons tirées.

Une deuxième limite touche aux concepts moraux retenus, dont nous avons vu qu'ils se sont avérés largement sous-exploités. Nous avons déjà parlé du faible nombre de personnes ayant coché certaines des options (comme dit en introduction de ce chapitre, je tablais sur un nombre de réponses beaucoup plus important, et si ce but avait été atteint, il aurait été possible d'approfondir davantage cette tension entre idéologie et axiologie ; le demi-millier de répondants est trop faible pour ce type d'analyses). En outre, les mots ont dû être sélectionnés avant que je ne puisse rédiger l'analyse de la partie 3 (ç7 et ç8), où les exemples foisonnaient. Aussi, et malgré une longue réflexion les concernant, ils n'ont pas été idéalement choisis (certains sont nettement plus épais que d'autres, ce qui aurait de toute manière compliqué l'analyse). Il serait souhaitable de proposer d'autres items, qui ciblent mieux des potentielles divergences idéologiques ainsi que des concessions.

³⁴³ Celle-ci faisait partie de notre questionnaire, mais s'est avérée inexploitable, du fait qu'elle apparaissait à l'issue d'un filtre. Il en va de même du positionnement politique *partisan*, et – surtout – du vote des individus sur révision de la loi CO₂ !

Enfin, une troisième limite, à laquelle je ne m'attendais pas forcément, concerne le manque de connaissance des répondants quant à certains items. En particulier, deux des trois items ayant trait à la géoingénierie ont dû être éliminés, alors qu'il s'agit d'un point de tension qui est déjà très présent, et qui est appelé à s'amplifier au sein de la société ces prochaines années, voire décennies. On peut imaginer qu'en prenant en compte ces items, les divergences auraient pu être encore plus marquées entre, par exemple, les technocrates et les décroissants.

Finir sur une (et même plusieurs) notes positives

Malgré ces limites, il faut tout de même souligner que dans l'ensemble, les questions étaient assez bien ciblées pour pouvoir créer de véritables différences – et ce, malgré une population moins hétérogène que prévu. Aussi, les indices se sont avérés relativement bien équilibrés, et l'une des bonnes surprises était de constater qu'il est difficile de discerner une hiérarchie entre les trois (il n'y en avait pas un qui dominait systématiquement l'explication). La création de tels indices est un point à développer, au-delà des indices désormais classiques du Nouveau paradigme environnemental (ç1). Cette analyse a pu faire voir qu'il existe d'autres axes que ceux définis jusqu'ici par la littérature.

Le deuxième point très intéressant était de pouvoir combiner cette analyse quantitative avec les résultats obtenus lors de l'analyse qualitative autour de la loi CO₂ (ç9). Nous nous rappelons que celle-ci, si elle avait pu répondre à la plupart de nos interrogations, avait fait émerger deux nouvelles questions : d'une part, autour du lien entre des résultats issus d'analyses portant sur des 'élites' et ceux d'une 'opinion publique' plus large ; et d'autre part, autour du nombre de « camps » que l'on peut discerner dans des débats autour de mesures de lutte contre le changement climatique. Ces questions sont de celles auxquelles il n'aurait pas été possible d'apporter des réponses sans une analyse quantitative.

Cette analyse n'aurait pas non plus été possible sans l'apport théorique et empirique des parties précédentes. Ce n'est qu'en récoltant des données assez précises sur les questions (dilemmes moraux, justifications) qu'il est pertinent de poser dans une enquête quantitative que l'on peut, justement, élaborer un questionnaire adéquat. Aussi, le fait de disposer d'une enquête 'sur mesure' était sans doute l'une des clés qui a permis de faire ce lien entre les deux types de résultats. Il me semble que nous aurions perdu davantage à traiter des données de façon secondaire, même si elles avaient été issues de grandes enquêtes comme celle de l'European Social Survey, qu'à se munir d'un échantillon plus modeste en termes de nombre, mais qui répond précisément aux questions que nous nous posions.

Par ailleurs, on pouvait être sceptique quant à la solidité des résultats issus de l'enquête qualitative ; et on pouvait aussi se montrer sceptique quant au bienfondé, par exemple, des indices créés *ad hoc*. Mais en fin de compte, nous voyons que nos résultats vont souvent dans le même sens, que l'enquête soit réalisée qualitativement ou quantitativement. C'est, me semble-t-il, un signe que ces deux types d'analyses, au lieu de se faire de l'ombre, s'en sortent finalement mutuellement renforcées.

Ouverture

« L'obligation centrale qui pèse sur tous les individus actuels à l'endroit du futur est celle de perpétuer la valeur de la conscience humaine. »

(B.Norton 2007: 278)

A l'heure d'achever cette thèse, nous nous trouvons à la place du randonneur qui, arrivé en haut d'une montagne, regarde tout autour de lui. En face, il découvre d'autres montagnes, plus hautes, plus sombres, plus vertigineuses. Il mesure la distance qui le sépare du point le plus haut, d'où il pourrait avoir une vue panoramique ; ce point est inatteignable, car aucun chemin ne conduit au pic convoité. Mais s'il se retourne, il voit le chemin qui l'a conduit jusqu'au monticule sur lequel il se tient ; il se rappelle les passages difficiles, mais aussi les somptueux paysages traversés et la joie fébrile de s'approcher du sommet. Comme lui, redescendons à présent de notre promontoire, en nous remémorant le parcours et les interrogations que suscitaient les voies non empruntées.

Renoncement

Cette thèse est tout d'abord un renoncement. Renoncement au cri du cœur de tout chercheur qui, se penchant sur la thématique du changement climatique, se désole de ce que l'action politique ne soit pas à la hauteur de l'enjeu auquel le changement climatique nous enjoint ; se désole de ce que la communauté scientifique ne soit pas assez écoutée par les décideurs. En 2019, soit au début de l'aventure qui a mené à ce travail, l'heure était aux grèves pour le climat, à une prise de conscience généralisée de l'urgence, aux mouvements politiques qui montraient que, enfin, le monde se mettait en ordre de marche. Une pandémie plus tard, le monde n'a guère changé, et nul doute que les accusations d'inaction ont encore de beaux jours devant elles.

Mais faire de la sociologie, c'est en premier lieu s'affranchir du sens commun et des narratifs trop faciles ; parler d'*inaction*, en un sens, est trop facile car, plutôt qu'une réalité tangible, il s'agit d'une posture qui critique moins les erreurs factuelles commises par les adversaires (hormis dans le cas du climatocépticisme) que leur manque d'adéquation avec l'impératif moral de lutter contre le changement climatique. Il n'y a pas besoin d'être sceptique pour ne pas se préoccuper du climat : il suffit d'être sophiste. Aussi, si l'inaction s'explique fort bien par de nombreuses raisons (en tête, les calculs économicistes, la manipulation des foules par les lobbies pétroliers, ou encore la faiblesse de la volonté), le fait de se préoccuper avant tout de l'action ouvre la porte à de nouvelles interrogations. Car si, malgré toutes ces explications pertinentes de l'inaction, malgré même le fatalisme – piège encore plus pernicieux que l'obscurantisme –, il y a tout de même des gens qui se mobilisent et des discussions politiques qui sont menées, c'est parce qu'il y a quelque chose, qu'il nous faut appréhender, qui contrebalance ces forces obscures et ces fâcheux

défauts humains. Ce renoncement au concept d'inaction était ainsi une première boussole pour notre route.

Un second renoncement découle du premier : c'est celui du raisonnement conséquentialiste, mesureur, calculateur. Car les arguments moraux, même s'ils sont liés aux faits et aux conséquences, ne sont pas faits du même bois qu'eux. Un consensus moral est soit trop général, et donc inopérant, soit trop précis, et donc soumis à la controverse. Parler de controverses suppose de renoncer à la centralité du consensus scientifique comme motivation expliquant la prise de décisions collectives. Ce renoncement est douloureux : il nous force à fermer les yeux sur les manipulations, les actes de mauvaise foi et la main invisible des marchands de doute, qui continuent d'essaimer et de répandre leur ombre sur une société qui, soumise aux affres de l'information incontrôlable, y résiste à grand-peine.

Il est important que nous ne nous méprenions pas. Nous n'avons ni cherché à mettre ces autres éléments sous le tapis, ni à masquer artificiellement, sous le couvert de la moralité, les jeux de pouvoir qui, dans ce domaine comme dans les autres de la vie politique, influent les décisions collectives. Il serait ridicule de penser que la lutte contre le changement climatique n'est *qu'*une affaire de la morale. Tout d'abord, ainsi que nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, certaines décisions qui n'avaient pas du tout pour but de lutter contre le changement climatique ont pourtant eu cet effet ; outre le cas des restrictions Covid, on peut penser aux restrictions de la consommation d'énergie, encouragées par les autorités lors de l'hiver 2022-2023. La peur de la pénurie, en l'occurrence, était certainement un moteur plus puissant que la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre ; et pourtant, des initiatives comme celle d'éteindre l'éclairage public sont, depuis, entrées dans les habitudes de beaucoup de communes, qui n'ont pas l'intention de revenir en arrière. Cette contingence entre mal dans notre modèle explicatif. Aussi, la lutte contre le changement climatique passe parfois par des coups du sort qui en accélèrent ou en ralentissent le cours.

La moralité est aussi quelque peu réductrice à l'intérieur même de la sphère politique. Un exemple récent nous vient de France, avec les soubresauts qu'a connue la Convention citoyenne pour le climat (pour un aperçu de ce type de conventions citoyennes, voir H.Landemore et J.-M.Fourniau 2022). Il s'agissait d'une initiative gouvernementale où 190 citoyens tirés au sort étaient d'abord formés aux enjeux liés au climat par des experts, puis avaient pour objectif, entre octobre 2019 et février 2020, de dresser une liste, à l'attention du gouvernement, qui contenait des propositions de mesures de lutte contre le changement climatique.³⁴⁴ Il s'agissait en quelque sorte d'un travail parlementaire officieux, et en tout cas, d'un modèle de processus de décisions collectives. Nous y voyons la démonstration qu'un tel processus aboutit, d'une part, à des réflexions en termes de

³⁴⁴ Un rapport contenant 149 propositions est finalement issu de ces discussions. Le rapport complet est disponible ici : <https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Convention/ccc-rapport-final.pdf>

préférences plutôt qu'à des jeux comptables³⁴⁵ et, d'autre part, à des décisions ni drastiques ni révolutionnaires.

Cependant, les résultats politiques de cet exercice de citoyenneté et de débats contradictoires ont suscité beaucoup de déception (P.Rossello *et al.* 2023). En effet, les propositions, que le gouvernement s'était engagé à reprendre dans leur quasi-totalité, sont en partie restées lettre morte ou ont été édulcorées. Un exemple paradigmatique est l'une des seules mesures concernant le secteur aérien (proposition SD-E2). Cette décision prévoyait l'interdiction des vols internes pour les trajets nécessitant moins de 4 heures en train. Or, le parlement a réduit cette norme à 'moins de 2h30' dans le projet de loi Climat et résilience³⁴⁶ – et bien sûr, les distances dans ce pays sont telles que cette différence change complètement le potentiel de cette mesure en termes d'efficacité. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, puisque le secteur aérien, adversaires des décroissants s'il en est, s'est tout de même insurgé contre cette restriction et fait valoir, sous couvert de motivations juridiques, ses intérêts propres, les fameux '*vested interests*' tant décriés par les critiques de l'inaction (ç3).

Ce double exemple montre bien que le modèle [C-R-I-M], qui n'est pas en mesure d'appréhender finement cette séquence politique, n'est qu'une partie de l'explication des décisions. Bien qu'une telle assemblée citoyenne soit un espace démocratique presque idéal dans son fonctionnement, sa légitimité, dans une arène démocratique plus large (c'est-à-dire à l'échelle d'un pays), fait défaut. Les gouvernements ne sont pas tenus de prendre pour argent comptant les propositions d'une assemblée de citoyens qui n'ont pas été élus, alors que leurs représentants (les députés) l'ont été.

Ce travail ne prétend pas éluder ces questions. Mais il propose de faire valoir qu'au-delà de ces problèmes, il reste un espace pour les débats et la démocratie ; il reste une chance pour l'argumentation axiologique et idéologique. C'est pourquoi nous parlons de renoncement : celui-ci ne répond ni à l'utopie, ni à de la naïveté : il répond à une autre réalité, qui est nettement moins souvent discutée, et dont nous avons pu, je l'espère, nous rendre compte de l'importance. Ce double renoncement est une ligne de crête, un chemin escarpé ; et cependant, la seule voie praticable pour répondre à notre questionnement. Mais il laisse derrière lui une réalité que, sitôt terminée la lecture de cette thèse, il s'agit de réintégrer : certes, le scepticisme est une espèce nuisible tenace ; certes, la temporalité du changement climatique joue contre nous ; certes, certaines décisions sont symboliques, tandis que d'autres sont efficaces. Nous avons supposé – et, nous l'espérons, pu montrer – que la moralité est un facteur explicatif ; mais sa *puissance* face à d'autres facteurs reste de nature hypothétique.

Sur ce point, il faut encore ajouter que ces explications s'entremêlent certainement : les sceptiques, mais aussi le lobby du secteur aérien ainsi que tous les autres acteurs, ont des

³⁴⁵ Le rapport ne se risque pas à évaluer les propositions en termes de diminution des émissions ; tout au plus figurent des étoiles, entre une et trois, qui indiquent l'efficacité d'une mesure (voir notre chapitre 3).

³⁴⁶ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043956924/>

motivations diverses et des préférences axiologiques divergentes. Ils n'ont pas, avec leurs adversaires, que des divergences factuelles : contestations et concessions coexistent aussi. Mais dans quelles proportions, et avec quelles conséquences en termes de décisions collectives ? Il s'agit là d'une question importante, et cette thèse ne donne pas les clés qui permettraient d'y apporter une réponse.

Découvertes

Une fois que nous avons accepté ce renoncement, il apparaît que nous nous sommes trouvés face à un paysage inconnu : nous n'avions pas de théorie préfabriquée qui nous permette de tester l'hypothèse selon laquelle la moralité a effectivement son mot à dire dans la prise de décisions collectives. La voie n'était tracée ni quant aux résultats que nous pouvions espérer obtenir, ni quant à la méthode qui nous permettrait de les obtenir. Nous étions livrés à nous-mêmes, condamnés à construire le sentier que nous pourrions emprunter. C'est ainsi que le deuxième mot-clé de cette thèse est 'découverte' ; découverte du métier d'ingénieur en même temps que celui de maçon. Heureusement, chaque corps de métier comporte ses spécialistes, et nous avons pu nous inspirer de leurs œuvres.

Idéologies

Le cadre général était bien sûr la construction des trois axes antinomiques (ç5). Comme expliqué (ç4), la nécessité d'une telle construction s'est faite en écho lointain à l'ouvrage de J.Dryzek (2005 [1997]), corroboré ensuite par M.Hulme (2022). Cette construction ne s'est pas faite sans une réflexion d'au moins deux ans durant lesquels nous nous sommes demandés en quoi pouvait consister la *saturation de l'espace du pensable*. Par monts et par vaux, nous avons glanés des ressources théoriques, outils indispensables, qui nous ont permis de le circonscrire petit à petit.

L'Antinomie des moyens s'est rapidement imposée comme une évidence, la décroissance étant théorisée par plusieurs auteurs dans l'optique des problèmes environnementaux. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut penser à l'ouvrage collaboratif intitulé *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène* (dir. A.Sinaï et M.Szuba 2017). En outre, il est rapidement apparu que notre rôle sur Terre en tant qu'humains était un thème omniprésent en philosophie environnementale, et qu'en fonction de la réponse qu'on donne à la réponse 'qui sommes-nous sur Terre ?' – propriétaires, usufruitiers ou invités (N.deLongeaux 2015) –, nous ne pouvons certainement pas nous mettre d'accord sur des mesures à prendre dans la lutte contre le changement climatique. Enfin, par le détour des réflexions d'A.Giddens (2011), mais aussi, en économie, d'A.Vallée (2011) sur la gouvernance mondiale, puis en prenant conscience du schisme qu'il y avait dans les discours des militants climatiques quant à l'importance ou non des bonnes pratiques individuelles, il est apparu que les deux axes précédents ne suffiraient pas à saturer l'espace du pensable, et que la question du leadership était potentiellement tout aussi clivante que les deux autres.

A posteriori, on remarque que c'est ce troisième axe qui était le plus saillant dans les débats autour de la loi CO₂. Pourtant, il reste l'axe le moins thématiqué dans la littérature. Nous avons d'ailleurs vu les quelques difficultés qu'il implique dans l'interprétation – par exemple, l'UDC se montre à *la fois* individualiste en tant qu'elle insiste sur la responsabilité individuelle (et c'est dans ce sens que nous avons interprété son discours), et mondialiste en tant qu'elle en appelle à la responsabilisation des Etats les plus émetteurs. Les mauvaises langues n'y verront qu'une simple manifestation du sophisme de l'échelle (ç3) doublée d'un climatoscepticisme décidément insubmersible.³⁴⁷ D'après les données observées toutefois, cet amalgame est exagéré, ce qui rend d'autant plus saillante la question de l'Antinomie du leadership. Nous ne pouvons qu'encourager d'autres chercheurs à s'intéresser à cette antinomie-là et à parvenir à une définition qui soit plus facilement opérationnalisable.

Au terme de cette construction, la question de sa solidité reste ouverte. Comme d'autres avant nous – W.Cattell et R.Dunlap (2017 [1976]), M.Douglas et A.Wildavsky (1983), J.Dryzek (1997), P.Stern (2000) ou encore M.Hulme (2022) –, nous mettons sur la table une *proposition* théorique, et nous nous réjouissons d'écouter les critiques que d'autres y adresseront. Dès le moment où l'opinion d'un individu sera *indéfinissable* sur chacun des trois axes, on aura « falsifié » ce modèle théorique en démontrant qu'il ne sature pas l'espace du pensable ; tant que ce n'est pas le cas, nous pouvons, d'après le célèbre critère poppérien, croire en sa robustesse. Il apporte en tout cas deux éléments définitifs à nos yeux. D'une part, le fait qu'il ne soit pas possible de juger qu'une direction ou l'autre ait une correspondance plus exacte que l'autre à la réalité. D'autre part, le fait que les idéologies, idéaux-types par excellence, soient des continuums et non des blocs rigides ; des échelles et non des cases.

Ce modèle est basé sur un postulat de compréhension, et nous avons dit qu'à partir du moment où un acteur émet une justification, nous devons croire en sa sincérité (ç6) ; nous avons fait de la rationalité axiologique la base de nos analyses. Je ne pense pas que les bourdieusiens seront convaincus par cet argument, puisqu'ils pourront continuer de juger que notre classe sociale nous place malgré nous sur la carte tridimensionnelle. A l'issue de ce travail, je ne peux faire d'autre réponse que de renvoyer à la capacité, lors de processus de décisions collectives, à « sortir de soi » (T.Nagel 1986 [1979]). La question de la formation des opinions idéologiques reste ouverte (notre travail n'avait pas pour but de s'y pencher de près). Nous avons décrit l'espace du pensable comme un « cadre moral » relativement stable ; mais en son sein, nous avons aussi dit que les idéaux-types idéologiques fonctionnent un peu comme un « marché des idées », dont nous pouvons supposer qu'il est lui-même soumis à des forces et qu'il évolue dans le temps.

Par ailleurs, il est certain qu'en fonction de son parcours de vie, cette capacité à « sortir de soi » s'exprime différemment. A ce titre, il n'est pas surprenant que les villes et les

³⁴⁷ Lors de la discussion autour du contre-projet à l'initiative 'Pour les glaciers' (voir annexe), le climatoscepticisme est revenu au parlement par la voix d'A.Glarner, avec des phrases comme : « 97 Prozent des CO₂-Ausstosses ist von der Natur gemacht ». Lorsque sa collègue G.Suter lui demande s'il nie le réchauffement anthropique, il répond : « ich denke, der Einfluss des Menschen ist weniger gross, als es immer dargestellt wird ».

campagnes aient une position divergente quant à l'Antinomie du leadership (ç10).³⁴⁸ Mais nous n'avons pas eu l'occasion de décrire quelles sont les forces qui font évoluer ce marché des idées. De même que la médiatisation de G.Thunberg a, sans doute, facilité le développement des mobilisations massives, il est probable que certains événements en influent le « cours du change » (on peut penser à l'effet d'une catastrophe nucléaire sur la technocratie – voir A.Lammel 2015). Comme le dit A.Melnyk (2022 : 424), qui commente le travail de R.Dworkin sur lequel nous nous sommes beaucoup basés, le changement de valeurs est un processus graduel plutôt qu'une confrontation brutale entre des groupes et leurs supposées valeurs fondamentales. Tout cela sert de pistes de réflexion pour de futures enquêtes.

Axiologie

La construction de notre modèle ne s'arrête pas à la définition des axes, loin s'en faut. Nous devons chercher d'autres outils que ceux qui nous ont fourni les axes idéologiques, puisque ces outils ne sont pas adaptés à l'observation empirique. Nous aurions pu décréter que tel parti ou tel chercheur est d'obédience décroissante ou mondialiste, mais nous voulions donner au lecteur la possibilité d'en juger par lui-même, sans qu'il doive se contenter du blanc-seing que notre analyse lui livre. Qui plus est, peut-être que nous nous *trompons*, et que ce que nous interprétons comme de l'écocentrisme n'est autre que de la décroissance. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers des auteurs de référence en termes de relation entre discours et idéologie : les théoriciens de la sociologie axiologiques. Ici, nous avons pu souffler un peu, puisqu'il est apparu comme une évidence que la sociologie axiologique est la mieux à même de nous livrer une explication sur la nature des conflits quant au *référentiel* axiologique adéquat à un moment donné.

Cependant, ce répit n'était que de courte durée, car plusieurs difficultés nous attendaient au tournant. Tout d'abord, nous avons dû faire face, sans être spécialiste en philosophie, au fait que les pionniers de la sociologie axiologique sont eux-mêmes largement divisés sur la question de l'épistémologie des valeurs ; nous nous sommes refusés à esquiver cette difficulté imprévue. Ensuite, nous avons dû réfléchir à un moyen d'observer, cette fois-ci, les registres de valeurs, qui ne sont pas des artefacts que l'on peut facilement appréhender. Nous avons alors réalisé que les catégorisations inventées par les sociologues axiologiques s'avèrent rapidement impraticables ; c'est pourquoi nous avons dû, là aussi, définir de toute pièce les catégories utilisables, comme si le randonneur dont nous parlions avait dû construire un pont enjambant une rivière pour continuer sa route.

A ma connaissance, les sources théoriques mobilisées s'ignorent largement. La sociologie axiologique a une prétention qui dépasse de loin le cadre des problèmes environnementaux (même si B.Latour (2015, 2017) s'intéresse de très près au climat) et les auteurs de référence issus des chapitres 4 et 5, à commencer par M.Hulme, mais aussi les

³⁴⁸ A l'inverse, contrairement à de nombreux faits sociaux, le sexe n'est pas un bon prédicteur des positionnements idéologiques.

philosophes environnementaux, ignorent très certainement les travaux d'une sociologie française qui traverse rarement l'Atlantique. Il s'agit donc d'un pari inédit que de les lier en une seule théorie. Un indice important semble cependant converger vers cette entreprise. Il s'agit du fait que tous se rejoignent quant à l'importance des valeurs et des jugements de valeur dans la structuration de l'argumentation. Par là, les concepts moraux épais ne sont jamais loin, et s'ils ne sont pas cités, certaines descriptions s'en approchent. C'est pourquoi nous avons l'impression qu'ensemble, ces deux apports offrent une cohérence, comme les deux jambes d'une même silhouette.

Enfin, le mot-clé « découverte » ne s'applique pas seulement au cadre théorique, mais aussi à la méthodologie : la fabrication de cartes sémantiques s'est avérée compliquée et, bien que celles-ci soient souvent très expressives, elles restent insuffisantes à livrer à elles seules de véritables interprétations. Nous avons essayé de pallier les inconvénients de la définition des catégories axiologiques existantes, en tenant à respecter les exigences absolues d'exhaustivité et de bijectivité (ç7). Ce faisant, nous ne nous prémunissons toutefois pas contre d'autres formes de critiques. Ainsi, nous avons choisi de nous intéresser aux *mots* et aux expressions, qui sont au cœur de la sociologie axiologique depuis ses débuts (L.Boltanski et L.Thévenot 1991). Mais dans le même temps, nous avons essayé de tenir compte de la mise en garde de B.Williams (1990) au sujet d'une surinterprétation des mots utilisés, en essayant de « préserver » le contexte dans lequel ces mots sont prononcés. C'est ainsi que nous avons résisté aux algorithmes qui, pourtant, nous auraient donné une réponse précise quant à l'emplacement des registres sur notre espace tridimensionnel. N'avons-nous pas, dès lors, perdu sur les deux tableaux, étant incapables de traiter la quantité bien plus volumineuse de données que permet l'analyse quantitative, tout en aboutissant quand même à des conclusions emplies d'incertitudes ?

Ces limites inhérentes au traitement sémantique auraient pu déboucher sur deux options que nous n'avons pas retenues. La première aurait été de renoncer carrément aux lexèmes, en ne nous attachant plus à leur charge morale. Nous avons vu avec O.Turbide et T.Maxwell (2020) qu'une image, comme le veut l'adage, en dit parfois plus qu'un long discours. Le modèle [R-I-M], dans ce cas, n'aurait pas eu besoin du [C] ; la méthode d'observation aurait été toute différente. Mais il aurait alors fallu se passer, justement, de l'apport d'un grand pan de la sociologie axiologique, ce qui aurait paru contradictoire.³⁴⁹

La deuxième option aurait été de faire un virage à 180° et de tout miser sur l'apport quantitatif des algorithmes. Nous aurions alors dû veiller à notre objectif. Si celui-ci avait été de comptabiliser des mots pour en conclure que 'les résumés des rapports du GIEC gomment les incertitudes' (voir notre discussion au chapitre 7), c'eût été peine perdue. Mais s'il s'était agi de cartographier des tendances et de les lier à des postures idéologiques connues, cela aurait pu donner un grand coup d'accélérateur au modèle [C-R-I]. Dans

³⁴⁹ En tant qu'ethnologue de cœur, B.Latour s'intéresse nettement moins que les auteurs des deux autres ouvrages pris comme référence au sens des mots utilisés par les acteurs.

cette optique, et en vue de futures recherches, l'ambition devrait être de constituer un inventaire qui, avec toutes les ramifications qu'on imagine (polysémie), complète avantageusement celui que, à la suite de L.Boltanski et L.Thévenot (1991), nous avons-nous-mêmes esquissé à grand-peine.

Quoi qu'il en soit, notre construction s'est faite en optant pour un « entre-deux » qui nous a, une fois encore, paru la plus raisonnable. Mais bien sûr, il est difficile de comparer nos résultats avec ceux d'autres chercheurs, étant donné que nous avons été les premiers à tester ce modèle : la partie empirique de cette thèse était, en quelque sorte, un ballon d'essai d'application du modèle [C-R-I-M]. Nous serions très intéressés à ce que d'autres se lancent à l'assaut de ce modèle utilisent également notre modèle d'analyse et, au besoin, le perfectionnent en en développant les outils.

Obligations et sacrifices

Il m'importe de dire encore un mot du contexte général des deux analyses empiriques. A l'origine, nous avons dans l'idée d'utiliser une typologie des différentes mesures de lutte contre le changement climatique – interdictions, taxes, encouragement à la recherche et au développement, etc. Nous aurions pu nous baser sur la typologie que P.Knoepfel *et al.* (2010) dressent pour les problèmes environnementaux en général³⁵⁰ (voir aussi J.Dupuis et P.Knoepfel 2011), et l'appliquer à divers cas d'étude – la loi CO₂, mais aussi la Convention citoyenne pour le climat, dont nous avons parlé plus haut, ou encore aux débats lors d'une COP. Dans tous ces cas cependant, l'accès au cœur des processus de décision collective à proprement parler est un obstacle infranchissable : il aurait fallu avoir l'opportunité de participer à des séances de commission et autres lieux où la controverse est plus « libre » et la décision moins « dirigée » qu'elle ne l'est dans la suite du processus.

Mais peut-être plus fondamentalement encore, la typologie des décisions collectives de P.Knoepfel *et al.* elle-même est plus complexe à mobiliser qu'il n'y paraît. L'idée du modèle [C-R-I-M] est de pouvoir dire qu'à un idéal-type idéologique correspond davantage d'affinités avec certaines mesures qu'avec d'autres. Mais il faudrait que la catégorie en question soit relativement homogène quant aux divergences idéologiques potentielles ; or, c'est loin d'être toujours le cas. Par exemple, les instruments de l'économie de marché contiennent les systèmes de quotas d'émission (ç2), mais aussi des taxes et des subventions (ç5). Le risque est d'aboutir à un résultat selon lequel, par exemple, les décroissants y sont moins favorables que les technocrates ; mais cela pourrait masquer le fait que ces derniers applaudissent avant tout les marchés du carbone, tandis que leur opinion sur les taxes n'est pas plus enthousiaste que chez leurs adversaires. Ce risque d'une trop forte hétérogénéité des items a précipité l'abandon de cette stratégie.

³⁵⁰ Les auteurs distinguent cinq types : Prescriptions / Interdictions, Instruments de l'économie de marché, Services et infrastructures, Accords sectoriels / Normes de production et Communication / nudging.

La deuxième raison qui explique que nous y ayons renoncé est théorique : une telle typologie ne se serait pas bien inscrite dans la théorie des décisions collectives sur laquelle nous nous sommes basés (P.Urfalino 2021). En effet, nous avons défini les décisions collectives comme une « fabrique d'obligations ». Dès lors, tous les types de décision sont par définition des types d'obligations. Cela diminue grandement le potentiel de différenciation, par exemple, entre les mesures coercitives et incitatives. Par exemple, une taxe est généralement considérée comme incitative ; mais c'est aussi une obligation de payer davantage pour un même service. De même, l'arrêt de l'éclairage public la nuit, mesure « technique », n'est-il pas une interdiction d'y voir clair ? C'est pourquoi il aurait été délicat de démêler tous les fils de la typologie que nous aurions créée.³⁵¹

Malgré ces difficultés inextricables, nous regrettons cette « perte » par rapport à cette direction suivie durant les premiers temps de l'élaboration de ce travail, perte dont nous pouvons craindre qu'elle nuise à l'interprétation du modèle « ensembliste » [C-R-I-M] : la lettre [M] finit presque par en être marginalisée. Qui plus est, il est absolument indéniable qu'il réside quelque chose de saillant dans ces types de décisions, si bien d'ailleurs que, comme nous l'avons susurré à la fin du chapitre 10, nous n'avons pas pu nous empêcher de tester, à l'aide d'une analyse factorielle, l'apparition ou non de préférences, en fonction de l'obédience idéologique, pour certains types plutôt que d'autres (£13). Ce serait là une piste à fouiller de fond en comble. Certes, elle nécessiterait avant tout un important travail de définition des types ; mais il se pourrait que les conclusions qu'on en tire aient plus de lisibilité que les nôtres dans une optique de réflexions autour de futures politiques publiques et des conséquences de l'activation de ces différents leviers.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que le travail que nous avons entrepris soit inutile – loin s'en faut. D'abord, ce modèle tridimensionnel nous a permis de voir l'invisible, c'est-à-dire les justifications potentielles qui ne sont pas employées par les différents acteurs. Sans lui, nous n'aurions peut-être pas réalisé qu'il y a de véritables « trous », des espaces argumentatifs à combler. Cela s'est fortement manifesté avec l'Antinomie des fins pour la loi CO₂. Certes, peut-être qu'il ne s'agit finalement pas d'un axe saillant pour la lutte contre le changement climatique. Mais peut-être aussi – et nos conclusions vont en ce sens – que ce serait justement un thème extrêmement saillant à débattre, et qu'une partie des dissensus qui agacent tant de personnes qui continuent à parler d'inaction s'expliquerait en fait par une large incompréhension de nos profondes divergences quant à la première antinomie. Le fait d'en prendre conscience permettrait à tout le moins de débattre sur des bases moins instables.

Ensuite, l'un des principaux résultats est de montrer ce que nous supposions de manière théorique, à savoir qu'il n'y a pas, justement, un seul clivage, entre 'ceux qui voudraient des

³⁵¹ Cette remarque affaiblit aussi le discours qu'on entend parfois dans le milieu politique, qui consiste à asséner des slogans comme 'des incitations, pourquoi pas, mais pas d'interdictions!'. P.Urfalino ne souscrirait certainement pas à une telle dichotomie.

mesures' et 'ceux qui n'en veulent pas', ou entre la gauche et la droite (voire les deux en même temps). La campagne autour de la révision de la loi CO₂ était à ce titre exceptionnelle, puisque nous avons au moins quatre positionnements idéologiques possibles. Or, il nous a semblé déceler un cinquième camp (sans compter les plus écocentristes qui, comme nous l'avons beaucoup dit, se sont faits très discrets). Cela peut donner lieu à d'importantes conjectures : quelles alliances formeront les consensus politiques de demain ? Certaines voies argumentatives sont-elles bouchées, comme les médias l'ont beaucoup laissé penser au sujet des taxes suite à la votation de 2021 (ç9) ? Notre analyse tend cependant à montrer que les taxes ne sont ni plus ni moins sujettes à controverses que beaucoup d'autres thèmes, et surtout, qu'il faut différencier parmi elles l'aviation civile de la mobilité individuelle. Une taxe sur les billets d'avion, si elle n'était pas couplée à d'autres mesures, aurait probablement toujours un fort soutien de la population ; or, les jeux politiques du moment font que la thématique est devenue taboue.

En outre, nous avons pu voir que les divergences essentiellement idéologiques ne recourent pas nécessairement les clivages partisans, mais que des ponts existent aussi entre les différents camps. L'un des points forts est peut-être de parvenir à montrer (y compris dans une entreprise de « dézoom » à travers l'enquête quantitative, et comme nous le postulons à la base) que les divergences quant à une mesure ne sont pas toujours du même acabit, et ne ressortent pas toujours des mêmes clivages idéologiques. Les trois échelles construites sont toutes les trois pertinentes. Certes, les deux premières sont souvent liées ; mais en fonction des sujets, il est possible de distinguer laquelle est prédominante comme point de friction.

Ces conclusions restent provisoires, dans la mesure où nous n'avons pas le recul qui nous permettrait de déterminer si ces camps et les arguments sélectionnés sont stables temporellement, voire géographiquement. Ce manque de suivi temporel nous empêche de nous rendre compte de l'importance du *momentum* politique dans la préférence pour certains registres (ainsi que dans la présence de 'trous'). Une hypothèse qu'il serait extrêmement intéressant d'étudier est que les camps que nous avons fait ressortir sont stables dans le temps ; et qu'en revanche, la mobilisation de certains registres est quant à elle plus mouvante. Il en va de même de la position des partis : G.Lutz (2023) montre que les opinions bougent au fil du temps, et il serait cavalier d'imaginer que ce n'est pas le cas des postures idéologiques (voir aussi I.Stadelmann-Steffen et K.Ingold 2023). Il faudrait donc s'attaquer à d'autres recherches pour savoir ce qu'il advient au fil du temps, par exemple des programmes officiels des partis.

Enfin, l'un des principaux points forts à retenir de cette enquête, et même de ce travail en général, est la notion de *sacrifice*, inextricablement liée à celle d'obligation, et donc de décisions collectives. Comme l'avaient suggéré, avec d'autres mots, L.Boltanski et L.Thévenot (1991), nos désaccords peuvent soit provenir d'une vision incompatible de la grandeur au sein d'une cité (ce qu'A.Sen (2012) appelle une vision incompatible de l'idée de justice), soit d'une vision incompatible de la mise en avant de la bonne catégorie

axiologique (ce que N.Heinich (2017) appelle la hiérarchisation des registres de valeurs). Cette distinction fondamentale est apparue au grand jour lors de l'analyse d'un débat télévisé, et reste une des conclusions principales de ce travail. D'une part, donc, il y a des controverses idéologiques, des 'contestations' morales d'arguments ; et d'autre part, il y a des controverses axiologiques, des 'concessions' d'arguments. Nous estimons que les concessions sont un élément-clé des politiques de lutte contre le changement climatique : sans elles, toute tentative de déboucher sur des accords, voire des consensus quant à des décisions collectives, serait vaine.

Il serait à peine exagéré de dire que ce travail est une ode au sacrifice ; mais cette idée, d'ailleurs très présente chez A.Sen (2012), implique deux choses essentielles. D'une part, que nous ne parviendrons sans doute jamais, ne serait-ce qu'à savoir quelles sont les *meilleures* décisions pour lutter contre le changement climatique. Nous devons renoncer à l'idée d'une approche *transcendentale* de l'idée de justice dans la lutte contre le changement climatique. Mais d'autre part, faisant écho à la notion de sacrifice, lorsque nous optons pour une direction, lorsque nous prenons une décision collective – que, à partir de dissensus idéologiques pourtant irréconciliables, nous parvenons tout de même à déboucher sur des accords, voire des consensus quant à des mesures précises –, alors nous jugeons indubitablement que cette option est *meilleure* qu'une autre. Or, comme A.Sen emprunte la notion de *spectateur impartial* à A.Smith, il a foi en la capacité humaine de *sortir de soi-même* (T.Nagel 1986) pour juger de manière objective – non de manière absolue, mais selon une hiérarchisation, de manière *préférentielle*. Aussi, l'option que nous délaissions *parce qu'elle est moins bonne* avait certainement de bons côtés que nous sommes prêts à sacrifier. Or, nous aurons montré qu'il existe, en fait, des consensus assez généralisés sur de telles hiérarchisations, de telles préférences (ç10) et – potentiellement – des mesures à mettre en place en priorité par rapport à d'autres. Il s'agit d'une piste importante à suivre en vue de futurs débats publics.

L'élément qui découle de cette foi envers les processus de décisions collectives, et la capacité de sacrifices, est la croyance profonde en le bienfondé des institutions démocratiques, y compris pour avancer dans un sujet aussi tendu, aussi complexe que la lutte contre le changement climatique. Il n'est pas question de transformer notre monde en une dictature qui impose la vision idéologique de quelques-uns à tout le monde sans que quiconque n'ait son mot à dire – non pas parce que ce système serait plus autoritaire, mais parce que lui aussi ferait des *erreurs* de jugement.³⁵² A ce titre, une votation populaire est un formidable laboratoire d'échange d'arguments. Pourtant, les critiques de la démocratie directe sont nombreuses et, une fois encore, pertinentes ; on en revient à la proportionnalité entre les influences externes – lobbies, faiblesse de volonté, fake news – et

³⁵² Durant la crise du Covid, les chiffres de décès de la Chine ont longtemps été extrêmement réduits, symbole d'une gestion efficace quoiqu'autoritaire. Cependant, après une longue période de stabilité, les vagues semblent avoir tout de même fini par déferler sur le pays. Le manque de données fiables empêche de savoir quelle politique aura été la meilleure, en fin de compte, en termes de préservation des vies humaines. Mais il n'est pas certain que la Chine s'en soit mieux sortie que tous les pays démocratiques ; et il reste la question du prix à payer quant à d'autres arguments qui n'ont pas été débattus.

la moralité. Certains trouveront peut-être qu'il s'agit de trop d'optimisme de ma part que de croire en l'importance des débats et des controverses morales. J'espère avoir pu démontrer dans cette thèse que les fondements d'un tel argument sont solides ; et s'il fallait encore s'en convaincre, nous pourrions dire que ces confrontations sont les plus à même de démasquer les sophistes de tout bord.

Nous arrivons déjà au terme de ce voyage à travers les mots, les idées, les arguments et les visions du monde. Même si le changement climatique est en route, la lutte ne fait que commencer. Sa destinée, à l'image des certaines œuvres classiques, mais aussi de toute entreprise scientifique, est de demeurer à jamais inachevée. Elle sera faite de débats, de controverses, de clivages et de luttes politiques. Toutes les interrogations que notre cheminement a fait naître n'y trouveront pas asile ; l'éclosion des œufs disséminés au long de ces pages ouvre des questionnements futurs qui, à leur tour, perpétueront cette impossible quête. Mais comme il s'agit d'un défi auquel nous ne pouvons pas échapper, il importe plus que jamais de comprendre, ne serait-ce que pourquoi nous ne nous comprenons pas toujours, et dans quelle mesure nous pouvons parfois nous rejoindre. Ce travail, nous l'espérons, y contribue.